

# Tribune socialiste

N° 388 / 14 NOVEMBRE 1968 / PRIX 1 F



HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



**Que se passe-t-il à Bourges**

**Laurent Terzieff nous dit**

Dominique Nores

**Le courant socialiste à construire**

**Michel Rocard**

**SFIO : la fin d'un monde**

**Gilbert Hercet**

**Pour une agriculture des travailleurs**

**Jacques Dumesnil**

**USA : l'empire. Le Pouvoir noir**

**René Gallet**

**Le PCF s'aligne sur Brejnev**

**Christian Guerche**

## **NIXON : Est-il bon, est-il mauvais ?**

**Henry Beley**

Il y a très exactement deux ans, Richard Nixon déclarait que si la guerre du Vietnam n'était pas terminée pour les élections présidentielles de 1968, les deux grands partis américains rivaliseraient devant le corps électoral sur le thème de la paix. « Je connais mon propre parti », ajoutait-il froidement. Il faut rendre ici hommage au nouveau président des Etats-Unis pour sa lucidité.

Au moins aujourd'hui, les choses sont enfin claires : personne ne se trompe sur le choix des Américains. L'apport toujours décisif, en cas de « ballottage », des voix de l'électorat noir a été insuffisant cette fois à faire pencher la balance du côté du « libéralisme ». L'hypocrisie libérale a cédé la place à un conservatisme bon teint. L'élection de Humphrey aurait maintenu l'ambiguïté ; celle de Nixon la lève enfin.

Réactionnaire, Nixon l'est à la fois par son passé et par les appuis politiques que ce passé lui a fourni : c'est contre Nixon et Wallace, que la majorité des Noirs a voté, c'est Nixon et Wallace qu'on voté ceux que rassurent le slogan (employé par Wallace aussi bien que par Nixon) « la loi et l'ordre ». Quant à la réaction de Wall Street, elle est prudente mais favorable. Ceci n'a (suite page 8)



## □ Un milliardaire journaliste

Sylvain Floirat est un des grands patrons français actuels. La presse et les milieux d'affaires aiment bien le monter en épingle, car il est un des rares éléments de la classe capitaliste à être sorti du rang sans diplôme ni fortune initiale, rien que par la ténacité, le « flair » et le sens des affaires. Il aime bien lui-même se présenter comme un fils du peuple, ayant gardé sa voix rocailleuse du Périgord et ses mains calleuses de travailleur. Donc, le symbole des éminentes vertus démocratiques de l'économie de libre concurrence qui, comme chacun le sait et comme le dit M. Bercot, P.D.G. de Citroën, permet grâce à « cet élément mâle qu'est le Profit » de sélectionner la race des chefs.

### Le mensuel-gadget

M. Floirat a donc construit progressivement un empire industriel et commercial, aux multiples facettes qui s'étend d'Europe n° 1, à des chaînes d'hôtel, en passant par des plantations, les avions Bréguet, les engins Matra, etc. Le secret de la réussite consiste à comprendre que tout est monnayable et doit rapporter. M. Floirat est ainsi devenu un des grands bénéficiaires des commandes de l'Etat, un des premiers brasseurs d'affaires français et européens, un enfant chéri du régime.

Or, il manquait une touche au clavier de M. Floirat : un journal. C'est maintenant chose faite, puisqu'il nous annonce dans une interview à G. Leroy sur Europe n° 1 la parution en mars prochain, en collaboration avec d'autres dirigeants de la presse, d'un nouveau magazine mensuel *Un Jour*, au tirage de 3 millions d'exemplaires qui sera distribué gratuitement dans toutes les familles françaises, jusqu'au dernier petit village. M. Floirat qui ne s'engage dans une affaire qu'en connaissance de cause met donc le paquet ! Il veut s'éviter les déboires d'un autre avionneur célèbre Marcel Dassault qui s'intéresse lui aussi au journalisme, à ses moments perdus (cf. le fiasco de 24 heures, et le maintien en vie de *Jours de France* à coups de millions).

### Soutien des ventes et support idéologique

Lancer un journal pour un financier apparaît comme une consécration, comme l'accès au monde auréolé de la culture. Mais il est évident qu'une telle opération a d'autres buts que philanthropiques et désintéressés : le mécénat est toujours un instrument de puissance. Dans le contexte actuel d'ouverture des frontières au libre échange international, le nouveau magazine gratuit et qui sera sûrement luxueux, doit d'abord servir de support publicitaire à la « promotion des ventes ». La publicité, comme nous le rappelle sans ces-

se le coq gaulois sur les affiches, est une arme de combat dans l'Europe marchande.

Le second objectif inavoué, bien sûr, est la distillation des idéologies doucereuses de la société capitaliste de consommation. Véhicule des non-valeurs de l'Argent, de l'Avoir et du Paraître, voile pudiquement jetée sur l'injustice sociale, instrument flatteur et démagogique de « crétinisation » des masses, la grande presse capitaliste dirigée par les groupes Hachette, Prouvost, Amaury, Del Duca... tend à se renforcer chaque jour.

### Pour une presse libre

Face à cette concentration il est de plus en plus urgent de démystifier sans cesse devant l'opinion les liens entre l'Information, le Pouvoir et l'Argent, de renforcer l'audience de la presse démocratique et libre qui ne peut lutter à armes égales. Les luttes de mai nous montrent l'exemple (cf. la grève exemplaire de l'ORTF). Il faut enfin que les journalistes constituent eux-mêmes des sociétés de rédacteurs ou des coopératives de presse (1), afin d'assurer l'objectivité et la valeur de l'information et de jeter des jalons utiles vers la constitution d'une presse libre, éducative et respectueuse de ses lecteurs. □

(1) Voir le livre de Jean Schwoebel « le Pouvoir, la Presse et l'Argent » et les articles de Claude Glayman dans T.S.

## □ L'humour d'un flic

Un qui a de l'humour, c'est Tony Roche, préfet de la Sarthe de sa raison sociale et ancien directeur de la D.S.T. Une enseignante lui faisait observer l'autre jour, lors d'une visite d'école en SCAN bien sûr qu'il n'existait pas de séparation entre la cour des élèves du primaire et celle de la maternelle et que cela posait des problèmes de surveillance. Qu'à cela ne tienne, M. le préfet-flic de rétorquer, histoire de rire : « Bah ! on mettra quelques pots de géraniums entre les deux cours. Et on vous achètera quelques pots de verges au cas où ils dépasseraient la limite... » Voilà de la pédagogie où on ne s'y connaît pas.

Faut-il s'étonner que ce même fonctionnaire décidément en verve, il n'y a pas si longtemps, remettant à quelques agents de ville une quelconque médaille, s'écria soudain au comble de l'émotion : « Ah ! mon ambition serait d'être le premier gardien de la paix de ce département. » Un vrai, M'sieur Roche. D'ailleurs les grévistes d'Octobre 1967, au Mans, s'en souviennent. □

## □ Sur le vif

● La revue *Initiative Socialiste* vient de recevoir des menaces signées du Mouvement Occident dont nous réservons la primeur à nos lecteurs : « Extermination Totale de Sauvageot - Gaisnard - Coen-Bendit ». « Sous Les Ordres des Occidents, Tous Les Leaders Etudiants des Luttes des Comités d'Action (U.N.E.F. - C.A.L. - J.C.R. - ect :) Seront Exécutés Pour Novembre 68. »

(N.D.L.R. — Nous avons respecté la ponctuation et l'orthographe « originales » !)

● Dialogue, un soir dans le 11<sup>e</sup> arrondissement, entre un vendeur de *Tribune socialiste* et quelques policiers parisiens.

« — Alors, vous voulez entraîner les gens à la mort ?

— ???

— Oui, La prochaine fois, on fera comme ils ont fait à Mexico, on vous tirera dessus. A balles réelles. Sur vous et sur les imbéciles qui vous suivent. Ces étudiants, tous des fils-à-papa, qui ne fichent rien et n'ont plus qu'à se mettre les pieds sous la table le soir... Ça roule en bagnole de sport... Je les connais bien, on en a vu défilé chez nous pas mal ces derniers temps.

— !!!

— J'ai commencé à travailler à onze ans ; j'ai même été aux Jeunesses Communistes. La J.C. mène à tout. Et plus tard, quand je me suis tapé trente-quatre mois d'Algérie, personne ne manifestait pour moi. Et vous, vous manifestez pour les étrangers, dont on a rien à foutre ! Si on avait un Hitler en France, ça marcherait un peu mieux et vous feriez moins les malins !

— ...

— En Algérie, il fallait mettre tout de suite le paquet avec les bougnoules, ces bougnoules qui, avec les Italiens, Espagnols et autres Portugais, entrent en France clandestinement par pleins camions. Ils vont bientôt faire la loi chez nous. Déjà, ils sont la cause du chômage et ils sont tout de suite logés, eux, alors que les Français...

— !!!

— En Algérie, on leur construisait des H.L.M. et, le lendemain, ils y foutaient vaches et moutons !

— ...

— La guerre d'Algérie, c'était la faute des colons, des profiteurs, des capitalistes...

N.D.L.R. — Nous avons reproduit ce dialogue, rigoureusement authentique, afin que des propos aussi édifiants aient quelque chance de passer à la postérité ! Ils témoigneront, devant l'histoire, qu'en cet automne 1968, les « bons Français », chers à M. Fanton et autres U.D.R. existent encore ! □

## Tribune Socialiste

### Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique  
Christian Guerche

Directeur adjoint  
Claude Glayman

Rédacteur en chef  
Eric Bergaire

#### Rédaction

81, rue Mademoiselle  
Paris-15<sup>e</sup> - Tél. : 306-22-60

Administration :  
54, boulevard Garibaldi  
Paris-15<sup>e</sup> - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège  
de l'administration

Directeur de la Publication :  
Guy Degorce

Ce numéro est tiré à :  
23.421 exemplaires

MORIAME - PARIS 1968

## □ La J.O.C. fait le point

Le 43<sup>e</sup> Conseil National de la JOC vient de se réunir à Versailles en présence de 250 délégués venus de toute la France. Le souffle de mai n'a pas épargné les jeunes travailleurs catholiques qui d'ailleurs ne s'en plaignent pas. Au cœur des événements, le 9 juin, ils réussirent à réunir des milliers de jeunes ouvriers dans des meetings régionaux. Ce fut la démonstration de l'adhésion totale de la JOC au mouvement.

Mai 68 a changé l'allure du Conseil National. Dans cette assemblée de chrétiens on a chanté l'Internationale. De nombreuses interventions de délégués furent virulentes : elles invitaient à poursuivre l'action commencée au printemps, elles proclamaient la nécessité de la présence des jeunes dans les organisations ouvrières, elles critiquaient l'attitude des milieux catholiques conservateurs et la timidité de certains leaders de l'Eglise, elles révélaient la formidable prise de conscience et la détermination des jeunes travailleurs, catholiques ou non, dans la lutte contre le capitalisme.

Dans ce contexte, les Jocistes se sont efforcés de redéfinir leur mouvement qui se veut éducateur de la jeunesse ouvrière en même temps que partie prenante de toute l'action du mouvement ouvrier et de celle de l'Eglise.

Le Conseil National a également voté une motion condamnant la répression. Car la JOC affirme qu'aussi bien dans les écoles que dans les entreprises, de nombreux jeunes sont victimes de cette répression. Une enquête sur les jeunes chômeurs a également été rendue publique au cours de ce Conseil. Nous la présenterons dans le détail prochainement. □




**Editorial**

# Le courant socialiste à construire

Michel Rocard

Le gaullisme prend depuis quelques mois un nouveau visage, moins ambigu et plus franchement conservateur que par le passé. Sa politique étrangère se réaligne sur les États-Unis, il fait jouer sur le plan intérieur, avec les manifestations grandiloquentes du 11 novembre, les ressorts nationalistes les plus rétrogrades ; en matière économique il s'apprête à resserrer le crédit c'est-à-dire à aggraver le chômage pour l'an prochain. Dans le domaine universitaire, une tentative réformatrice que l'on a pu croire sérieuse a vite été reprise en mains par le groupe parlementaire U.D.R., et la réforme régionale s'annonce, aux dernières nouvelles, d'une très remarquable timidité.

Dans de pareilles conditions, l'incertitude des Français est grande sur leur destin collectif. On ne peut guère imaginer des circonstances plus favorables à la gauche pour préparer une offensive politique de grandes dimensions et se mettre en état d'assurer la succession du gaullisme.

Mais les partis traditionnels de la gauche sont paralysés.

Nous nous sommes réjouis de voir le parti communiste français désapprouver l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie montrant par là qu'il conquerrait son autonomie par rapport à Moscou. Mais il lui faut aller plus loin : l'intervention russe est le résultat d'une conception parfaitement bureaucratique de la société socialiste et du parti qui la conduit. C'est cette conception qui doit être détruite pour que puisse être entreprise en France et avec le P.C.F. la construction d'une société socialiste libre.

La remise en cause de la nature du parti, de ses comportements et de ses habitudes, sera pour les communistes français une aventure longue et douloureuse, à laquelle tous sont loin d'être prêts. Tant que la bataille interne dure, et elle ne fait que commencer, le P.C.F. ne pourra guère prendre d'initiatives importantes en politique intérieure. Le communiqué commun publié le 4 novembre par les partis communistes de France et d'Union Soviétique montre au contraire qu'après un premier pas positif le P.C.F. craint de poursuivre sa démarche et maintient pour l'essentiel son allégeance aux analyses et aux formes d'action du P.C.U.S.

L'acte de décès de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste a d'autre part été dressé lors des dernières assises de la Conven-

tion comme du conseil national de la S.F.I.O. L'idée aujourd'hui mise en avant consiste à faire un parti nouveau à partir de la S.F.I.O. et de la Convention, parti nouveau que chacune des deux formations désigne pour le moment d'un nom différent.

Peu soucieux de nous immiscer dans les affaires internes des formations en cause, nous nous limiterons à quelques observations. Il ne nous semble pas possible de renforcer le courant socialiste dans ce pays autrement qu'en annonçant clairement ses objectifs politiques et en reprenant immédiatement la lutte contre le gaullisme. Au contraire conventionnels et socialistes S.F.I.O. parlent surtout de procédure, comme si rien ne s'était passé au mois de mai. Ils croient possible de faire un parti nouveau avec les mêmes hommes qui déjà n'ont pas su faire la F.G.D.S. Or, de quoi est fait un parti sinon d'hommes, et comment en amener de nouveaux sinon en annonçant les couleurs du combat socialiste par la précision de ses objectifs. De fait, conventionnels et socialistes S.F.I.O. discutent de beaucoup trop près le contrat de mariage pour qu'on puisse être assuré de leur ferme volonté de vivre ensemble dans la même organisation.

Le raidissement de la S.F.I.O. sur ses vieux principes montre en outre qu'elle n'entend pas que le nouveau parti se fasse en fonction d'une critique des appareils pré-existants. La S.F.I.O. n'entend changer en rien et dit aux conventionnels : libre à vous de vous joindre à nous.

Le P.S.U. ne croit pas que cette procédure soit la bonne. Notre renforcement important, que traduisent tout à la fois des milliers d'adhésions, la création de cent cinquante groupes P.S.U. d'entreprise, le signe annonciateur qu'est l'élection municipale partielle de Carcassonne (doublant ses voix de juin 1968 dans cette zone difficile, le P.S.U. a obtenu 15,5 % des voix au premier tour, soit 30 % environ du total des voix de gauche), la grande réussite de très nombreuses réunions publiques ces deux derniers mois à travers tout le pays et l'excellent travail effectué au cours de nos journées nationales d'action consacrées successivement à l'action dans les entreprises, dans l'agriculture et dans l'enseignement, tout cela nous crée des devoirs dont nous sommes conscients.

Le problème de la construction du courant socialiste, à nos yeux, con-

siste aujourd'hui à donner une traduction politique aux espérances qui, au mois de mai, ont mis tant de forces au combat. Il n'y a d'avenir pour la France que si elle sait résoudre les problèmes qui se sont trouvés brutalement posés avec une acuité insoupçonnée.

Une des raisons du fait que le mouvement de mai n'a pas pu acculer le général de Gaulle à la démission est l'absence de toute direction politique, qui elle-même résultait de l'hétérogénéité des forces en lutte. Des négociations statutaires n'y changeront rien.

La seule solution possible est donc de reprendre le combat politique en commun, sur des objectifs limités au départ à ce qui rallie l'accord de tous, pour faire ensuite progresser à partir de la lutte le débat sur les orientations du courant socialiste.

Il est essentiel de ne pas limiter ce combat aux seules forces actuellement organisées sur le plan national. D'innombrables militants de toutes origines ont participé aux luttes de mai, c'est avec eux qu'il faut mener les combats d'aujourd'hui.

C'est la proposition que le comité politique national du P.S.U. a faite le 5 octobre à toutes les organisations politiques ou syndicales qui ont partagé, d'une manière ou d'une autre, les objectifs du mouvement de mai. Plusieurs rencontres nous ont déjà permis de préciser avec diverses organisations le contenu concret que pourraient avoir de telles initiatives. Il nous faut seulement regretter qu'une fois de plus la Convention ne juge guère utile la reprise immédiate de la lutte commune, puisqu'elle a répondu à notre demande de rencontre en renvoyant à plus tard.

Mais déjà, dans de nombreuses régions, des initiatives politiques se préparent pour expliquer à l'opinion la nature précise des tâches que le courant socialiste met à l'ordre du jour.

Les plus avancées de ces initiatives concernent la position à prendre devant la réforme régionale.

D'autres concerneront l'ouverture de l'université sur le monde du travail. Il est clair que l'effort fait par les étudiants pour dévoiler le contenu politique réel de l'enseignement qu'ils reçoivent n'a de sens que relié à la lutte socialiste dans son ensemble. Cela appelle de multiples rencontres, dans les locaux universitaires ou ailleurs, entre toutes les forces qui ont leur place dans le courant socialiste tant pour faire avancer la réflexion commune que pour sortir l'université de son ghetto.

Les plus importantes de ces initiatives concerneront les entreprises. Le mouvement de mai a moins posé le problème d'une politique économique socialiste au niveau national que celui de la structure et de la gestion de l'entreprise elle-même.

Dans la situation présente, qui n'est plus celle de mai, c'est le contrôle des travailleurs sur les décisions qui

les visent en matière d'embauche, de licenciement, de normes et de formation professionnelle, qui constitue la revendication prioritaire.

Elle doit être soutenue, et elle l'est dans certains cas, par le mouvement syndical. Mais elle a une dimension politique que le courant socialiste ne peut pas ne pas assumer, par l'explication et l'information, comme par l'action ou la pression directe.

Ces trois terrains, l'entreprise, l'université, la région, nous paraissent être aujourd'hui les principaux de ceux où l'absence prolongée de la gauche donnerait au gaullisme des chances inespérées. Reprendre la lutte et l'explication par le moyen de comités départementaux ou locaux informels est aujourd'hui la tâche la plus urgente. C'est à partir de ces luttes que se définira le courant socialiste, c'est au cours de ces luttes qu'il entreprendra le vaste débat nécessaire à la définition de ses objectifs.

Un livre aux signatures illustres tombé des presses tout récemment nous propose de nationaliser l'État. C'est une idée fort judicieuse dans la conjoncture présente, mais qui ne répond pas à la grande question : pour en faire quoi ?

Les Français aujourd'hui s'interrogent plus que jamais sur leur avenir. C'est la tâche du courant socialiste que de leur en proposer un, car la France est mûre pour qu'y naisse une société socialiste libre et moderne. Le P.S.U. pour sa part n'a pas d'autre ambition que d'y contribuer avec tous ceux, et ils sont aujourd'hui nombreux, qui partagent les mêmes espérances. □

● Le présent éditorial est, avec quelques additions, la reprise de la dernière partie de la Conférence de Presse donnée par Michel Rocard, Secrétaire National du P.S.U., le 30 octobre, à 16 heures.

## Communiqué du B.N.

Le peuple vietnamien vient de remporter une nouvelle victoire. La cessation des bombardements américains sur le Vietnam du Nord, la perspective de négociations à Paris avec la participation du Front national de Libération (F.N.L.) de la partie sud du pays témoignent en effet des difficultés que rencontre l'agresseur tant sur le plan militaire que sur le plan politique. Le repli tactique qu'il est en train d'opérer ne lui a pas été dicté essentiellement par la conjoncture électorale, mais bien par la situation sur le terrain. La première puissance mondiale doit enfin avouer qu'elle est incapable de venir à bout de la résistance de tout un peuple.

Il s'agit-là d'un succès prometteur. Mais aujourd'hui encore rien ne permet d'affirmer que les dirigeants Américains soient décidés à évacuer le Vietnam du Sud et à laisser ses habitants se donner le régime de leur choix. L'attitude de l'administration de Saïgon, aussi discrédité soit-elle, permet bien des manœuvres de retardement et des tentatives de torpillage des conversations. C'est pourquoi les socialistes doivent plus que jamais manifester leur solidarité avec la lutte du peuple vietnamien pour l'indépendance et la liberté. Dans le combat qui continue il n'est pas possible d'être neutre.

12 novembre 1968.



## Partis

## S.F.I.O. la fin d'un monde

Gilbert Hercet

On pouvait croire que les socialistes les plus réservés à l'égard de la S.F.I.O. militaient surtout au P.S.U. Erreur, camarades ! Les débats du Conseil national S.F.I.O., réuni à Clichy les 2 et 3 novembre, ont montré que c'est dans ses propres rangs que se recrutaient les plus sévères des critiques. Dans l'atmosphère incroyable de notre pessimisme, de complet désenchantement de ce Conseil national, les diagnostics les plus alarmants ont été entendus.

## Anthologie

## Sur le militantisme et la baisse d'influence du parti :

« La courbe de nos électeurs et celle de nos militants sont en baisse constante depuis la libération. Les chiffres sont formels » (Hintermann), « Le parti perd chaque jour un peu plus de vie. Nos commissions d'études ne regroupent plus que quelques camarades de la région parisienne » (Causse), « nos sections ne sont plus fréquentées » (C. Brutelle). *Sur les erreurs passées de la S.F.I.O.* : « Nous payons le prix de la politique de la S.F.I.O. pendant la IV<sup>e</sup> République. C'est de là qu'est venu le mal » (Chevènement). « Cette responsabilité qui a cautionné sous la IV<sup>e</sup> la politique de la droite, qui a cautionné l'arrivée au pouvoir du gaullisme » (Motchane). *Sur les cadres locaux* : « Il n'est pas normal que des militants considèrent des fédérations comme des fiefs... Nos municipalités commencent à être singulièrement impuissantes » (C. Brutelle). *Sur la démocratie interne* : « Il y a dans le parti plus de démocratie intuitive que de démocratie effective » (Motchane). *Sur la pratique socialiste* : « Il y a une dissonance entre notre verbalisme révolutionnaire et notre manque d'imagination réformiste » (Chandernagor). *Sur les essais de rénovation* : « Mon Dieu, que j'en ai vu mourir des sigles ! » (Guille). *Sur la défaite de juin 1968* : « Notre défaite en juin, elle est notre responsabilité collective » (Jacquet, Mauroy). *Et même sur le projet de création du nouveau parti*, Defferre réinventant Rocard : « Nous avons l'impression que nous assistons à la rédaction du contrat de mariage d'un mariage de raison. »

On pourrait continuer longtemps cette litanie ; selon ses cadres eux-mêmes, à part Guy Mollet, rien ne

semble aller très bien à la S.F.I.O... Où en est-on exactement ?

## Le banc et la peinture

Une fois de plus, Guy Mollet l'a emporté haut la main sur une opposition représentée cette fois-ci par Defferre - Chandernagor - Quilliot : 2.006 mandats contre 777 sur la doctrine, 1.960 mandats contre 812 sur les structures du parti. Il n'y a pas de miracle : Si G. Mollet l'emporte, c'est qu'il représente admirablement bien les militants de son parti. Une fois de plus, ses discours ont volé au ras du congrès, pas un millimètre au-dessus : Mollet, c'est le plus doué des militants moyens de la S.F.I.O., d'une S.F.I.O. au ventre mou, décorée de la Légion d'honneur, qui respecte plus l'âge de la retraite que celui de l'apprentissage, qui ne renie pas le vocabulaire de sa jeunesse mais qui « comprend les choses »...

Alors, en ces temps troublés, où la F.G.D.S. se meurt, où la F.G.D.S. est morte, où même elle est déjà enterrée, on retrouve avec un rien d'émotion (mieux sans doute : d'émotion vraie) le langage qui plaît au militant, le langage alibi, celui-là même qui permet d'avoir la conscience socialiste tranquille au moment où on fait la guerre d'Algérie. Ainsi, les structures du « parti nouveau » que, bien sûr, on brûle de construire, rassemblent comme un grand frère à celles de l'actuelle S.F.I.O. On accepte d'autant plus de changer que c'est pour aller vers une S.F.I.O. bis. Une couche de peinture neuve : oui, pourvu qu'on garde la vieille maison. C'est normal, d'ailleurs : puisqu'on se redécouvre socialiste, que viendraient faire ici les radicaux ? Quant aux conventionnels, qui n'hésitent point à voir dans la S.F.I.O. un « banc vermoulu », ces « gens des salons de l'Ouest parisien », à « l'électoratisme sordide », irritent plus encore les vieux sociaux-démocrates : à leur sujet, Georges Guille s'interrogea d'abord : « Comment peuvent-ils rêver de s'asseoir sur un banc vermoulu ? Il faut vraiment manquer de sièges ! » En définitive, les socialistes S.F.I.O. acceptent donc fusion, parti nouveau, et même un zeste de collégialité, mais ils entendent surtout rappeler que les vrais comptables du socialisme, les militants les plus nombreux et les plus sûrs de l'ex-fédération, ce sont eux, et qu'il ne faut pas l'oublier.

## Le réformisme révolutionnaire

La véritable mystification apparaît à propos de la doctrine. Il n'est pas



Les lunettes de Monsieur X

utile d'insister longuement sur les analyses de Gaston Defferre, Roger Quilliot ou André Chandernagor. Ce dernier a joué courageusement jusqu'au bout le rôle du social-traitre. Selon lui, puisque la conscience de classe s'affaiblit, et que le prolétariat est de moins en moins révolutionnaire, il faut s'affirmer en conformité avec ceux qu'on prétend représenter : « Entre la définition du parti allemand S.P.D. et celle de la S.F.I.O.-1905, il y a une marge de raison, qui situerait l'appropriation collective des moyens de production à sa vraie place ». La motion présentée par la fédération de G. Defferre, celle des Bouches-du-Rhône, se référait d'ailleurs explicitement à l'exemple du socialisme suédois. Cette tendance a au moins un mérite profond : elle affirme comme principe d'action ce au nom de quoi la S.F.I.O. agit effectivement.

Guy Mollet et la grande majorité du parti font montre de bien plus d'habileté, en même temps que d'une redoutable ambiguïté. Le langage en effet — tout comme dans le récent livre de G. Mollet — n'a rien perdu de sa pureté révolutionnaire. Le secrétaire général de la S.F.I.O. n'hésite point, à la tribune, à développer le thème de la paupérisation relative, à rendre hommage à « cette jeunesse qui a redécouvert en nos drapeaux et nos chants » (sic), à proclamer que la Révolution reste l'objectif du parti socialiste. Du coup, de nombreux observateurs croient retrouver ici le vieux débat entre réformistes et révolutionnaires. Quel contre-sens ! Il faut en effet tenir compte des précisions apportées par Mollet. Tout d'abord bien sûr, on le

savait, la Révolution qu'il envisage ne s'accomode pas de la violence. Il précise même (mais il l'avait démontré avec la guerre d'Algérie) : « On peut faire couler le sang sans qu'il y ait de Révolution. » Mais surtout, l'acceptation de l'idée révolutionnaire s'accompagne chez lui du refus de l'acte révolutionnaire : c'est par des réformes progressives que l'on réalisera peu à peu la révolution. Le texte proposé par la majorité du Comité directeur et adapté par le Conseil national le dit expressément, dans son article 5 : « Il (le parti socialiste) estime que ce passage à une société de caractère socialiste peut et doit se faire par la voie démocratique grâce à des étapes réformatrices. » A la demande de la fédération du Nord, le Conseil national a d'ailleurs accepté un amendement symbolique à cet article : alors que le projet initial commençait par la proclamation du caractère révolutionnaire de la S.F.I.O., désormais, c'est après la phrase citée plus haut que l'on affirme que ces réformes devraient un jour aboutir à une transformation qualitative de la société, et que l'on conclut : « C'est en ce sens que le parti socialiste est révolutionnaire. »

Autrement dit, lorsque Gaston Defferre et Roger Quilliot affirmaient que seuls des problèmes de vocabulaire les opposaient réellement à la tendance majoritaire, sans doute ne croyaient-ils pas si bien dire !

## La France de papa

Cette S.F.I.O., fatiguée mais bavarde, en prise à des querelles de personnes mais finalement cohérente, partagée entre l'exaltation du passé et la prise en considération du réel, a surtout donné l'image d'une France qui s'en va. La France de Georges Guille, de Maurice Pic au d'Arthur Notebart, c'est la France du seigle et de la châtaigne, du Sénat et de l'artisanat, de la guerre laïque et des débuts de l'industrialisation. Elle existe toujours bien sûr, on lui trouve même du charme parfois, mais elle s'effrite, mais elle est condamnée. Pierre Mauroy, secrétaire général adjoint du parti, l'a bien vu qui a décrit cet homme du Nord, âgé de 30-40 ans, fils d'ouvrier S.F.I.O., qui continue par tradition à voter S.F.I.O. dans les élections locales, mais qui désormais vote gaulliste dans les scrutins nationaux. Si elle ne change pas, la S.F.I.O. ne disparaîtra pas plus vite que cette France-là, elle continuera à décliner lentement, elle pourra même, comme le parti radical naguère, trouver un nouveau et provisoire bain de jouvence en participant à nouveau au pouvoir un jour. Mais si elle veut faire autre chose que de survivre pour s'éteindre, il lui faut changer vite. Le peut-elle, le veut-elle ? Son Conseil national en tout cas n'a pas vraiment voulu s'y résoudre.



## Réflexions pour une agriculture au service des travailleurs

Jacques Dumesnil

Été et automne 1967 les paysans s'opposent les premiers aux forces de police, notamment à Redon, Quimper, Le Mans. La presse à grand tirage ne manque pas d'exploiter l'événement : des jeunes paysans qui sont pourtant entrés dans le progrès manifestent casqués et armés de bâtons.

Quelques mois plus tard, parfois dans les mêmes villes (Caen, Redon), les ouvriers, surtout les jeunes, manifestent à leur tour. La répression policière est brutale et pourtant ceux qui, quelques mois auparavant (les paysans) s'étaient opposés aux forces de répression ne bougent pas. Au mieux la presse publie un communiqué de compréhension à tort intitulé de *solidarité*.

Moins d'un an plus tard pour résister à la police près de la Sorbonne, les étudiants dressent des barricades. On connaît la suite. Ce sont les événements de mai. Durant cette période la majorité de paysans éprouvent un sentiment de méfiance, puis basculent dans le camp de la peur. Seuls quelques îlots manifestent leur solidarité aux ouvriers et aux étudiants. Si l'un des plus importants de cet îlot est autour de Nantes, il ne faudrait pas croire qu'il est le seul. Dans de nombreux autres départements des équipes courageuses de paysans (souvent les plus jeunes) progressistes ont pris l'initiative et le risque par rapport à leur milieu et aux nombreux appareils des innombrables institutions agricoles, de clamer, de prouver concrètement dans les rues, devant les portes des usines, leur solidarité au mouvement et aux revendications des ouvriers et des étudiants. Pourtant malgré cela, même dans les départements où les progressistes sont implantés, massivement les agriculteurs ont voté pour le parti de la peur. Alors les commentaires souvent désobligeants pour ne pas écrire méprisants des « milieux de gauche », pleuvent.

Pour un marxiste un jugement moral, qu'il s'agisse d'une approbation ou d'une condamnation n'est jamais satisfaisant. A toute attitude et à tout comportement des masses, il convient d'en déchiffrer les raisons objectives, historiques; tout comme il convient, si l'on veut que ces masses accèdent à une prise de conscience révolutionnaire, d'analyser selon une démarche scientifique, la réalité objective de leur situation sociale économique, politique, culturelle, idéologique.

Par rapport aux paysans c'est le travail qu'a amorcé « une équipe restreinte composée d'agriculteurs, d'anciens agriculteurs contraints de quitter leur métier et de jeunes intellectuels travaillant à des titres divers

dans le secteur para-agricole », travail d'analyse que publie le dernier numéro de la revue « Frères du Monde » et qui a pour titre « Réflexions pour une agriculture au service des travailleurs ».

D'un apport neuf et essentiel pour la recherche et la mise en œuvre d'une stratégie révolutionnaire adaptée à notre pays, qui ne laisse pas les paysans en proie à la propagande réactionnaire, mais au contraire les intègre pleinement à la lutte du prolétariat, cette étude, quoiqu'elle se cantonne au dire même des rédacteurs « essentiellement à l'analyse des problèmes économiques et aux préalables politiques de leur solution », s'adresse à la fois aux militants paysans, agriculteurs et para-agricoles, et à tous ceux que la Révolution concerne, qu'ils soient ouvriers ou intellectuels.

Le mérite de ce numéro c'est de démasquer la logique implacable du développement capitaliste en agriculture et notamment de grandes réformes en cours sans retomber dans des propositions rétrogrades qui sont souvent bien plus « pré-capitalistes » que socialistes. Il démontre par exemple la logique oppressive du progrès mis au service du capital et explique ce que pourrait être le progrès dirigé par et au service des agriculteurs. Un second mérite de ce numéro est de démontrer et de dénoncer les impasses réformistes et modernistes des agriculteurs dits « de progrès » et à l'égard desquels de nombreux militants socialistes ont, ces dernières années, formulé des propos plus que bienveillants. On l'a compris, il s'agit d'une critique rigoureuse de l'action de « la jeune gauche syndicaliste paysanne » rassemblée depuis dix ans surtout au C.N.J.A. et dans une aile de la F.N.S.E.A. c'est-à-dire surtout conduite par son principal leader Michel Debatisse dont les récents propos tenus par lui à la Télé n'ont pas surpris tout le monde. Bien sûr ce numéro n'est pas exempt de faiblesses. Nous n'en citerons que quelques-unes, à nos yeux principales. La part faite aux ouvriers agricoles est faible, trop vue par des rédacteurs qui sont visiblement extérieurs à leur condition. Si l'ouvrier agricole de l'exploitation familiale est presque entièrement disparu on aurait aimé connaître de l'intérieur la situation faite aux ouvriers spécialisés des grandes entreprises agricoles du Bassin Parisien par exemple, de celle faite aux travailleurs étrangers qui y sont exploités à l'occasion de certains travaux saisonniers. On aurait également aimé connaître la situation faite aux ouvriers des différentes organisations agricoles directement en



Collombert

rapport avec les agriculteurs travailleurs.

Une autre faiblesse : le peu de choses dites sur le MODEF.

A son propos on conteste l'évolution de la politique agraire du parti communiste français. Tout d'abord il n'est pas certain que les articles « d'Economie politique » inspirent réellement l'orientation du MODEF, ensuite on aurait souhaité que l'on dénonce le fait que le MODEF en s'attaquant aux rapports de classes qui existe entre gros et petits paysans n'offre en perspective à ces derniers qu'un repli individualiste et rétrograde sur l'exploitation familiale individuelle et comment, dans sa pratique par exemple pour obtenir une augmentation des prix il se solidarise aux revendications des gros paysans, ce qui a pour effet d'accentuer les disparités entre petits et gros agriculteurs, c'est-à-dire d'accélérer la suppression des petits.

Certains, à la lecture de ce numéro lui reprocheront de ne présenter d'alternative socialiste globale ni au statut de l'agriculture ni à la politique agricole actuelle. Sans doute aurait-on pu poser quelques jalons plus importants. Mais était-ce souhaitable? L'équipe qui a réalisé ce travail nous a averti qu'elle était restreinte, surtout elle pense que la construction du socialisme en agriculture comme ailleurs ne se juxtaposera pas d'un jour à l'autre à la situation que nous vivons actuellement, mais sera l'œuvre d'une révolution voulue et menée par le peuple des travailleurs. Révolution dont nous ignorons encore tout de sa durée mais au cours de laquelle les travailleurs des campagnes comme les autres sauront s'organiser et prépa-

rer ainsi la construction du socialisme. Pour l'immédiat les rédacteurs de cette étude souhaitent aider les petits et moyens paysans à prendre conscience de leur situation d'exploités et ce notamment par les gros agriculteurs. Ils souhaitent qu'à l'échelon le plus local possible les petits et moyens paysans s'organisent entre eux, luttent contre les gros. Pour aller dans ce sens ils souhaitent que leur travail rassemblé dans ce numéro spécial de « Frères du Monde » aide les militants qui, dans leur village, dans leur canton, veulent engager la lutte et une prise de conscience politique. C'est là, nous semble-t-il, le meilleur service qu'ils puissent apporter à la Révolution. □

### Au sommaire :

- *Le mouvement de mai et les paysans :*  
La masse des paysans n'a pas bougé. L'attitude des organisations agricoles.
- *Comment la bourgeoisie française tente de s'allier le peuple des campagnes :*  
Un rappel du comportement et de l'utilisation des paysans en 1789, 1848, pendant la Commune de Paris, en 1936, la lutte déviée par le C.N.J.A.
- *Les paysans et le capitalisme :*  
Le progrès technique et la concentration capitaliste. Les classes en agriculture.
- *Les paysans travailleurs et leurs alliés :*  
Un exemple vécu dans un village. L'exode rural et le chômage.
- *Les luttes actuelles :*  
La politique des états-majors de la F.N.S.E.A. et du C.N.J.A. contribue à démobiliser la masse des agriculteurs. Le mouvement syndical de l'Ouest.



## Assises de Grenoble

# Les jeunes se regroupent

Yves Serjeune

Le but de ces assises était bien de confronter les expériences pour continuer ou commencer un travail en milieu jeune. Si les débats des assemblées générales ont été plus « contestataires » que constructifs, il faut dire que les difficultés n'avaient pas été écartées : provinciaux-parisiens, travailleurs-étudiants. Les niveaux de formation (rien à voir avec le fait de sortir de grandes phrases) étaient inégaux, ce fut une difficulté supplémentaire.

Le vrai travail s'est fait en commissions (1). C'est la discussion de l'assemblée générale du vendredi soir qui avait décidé des thèmes :

- analyse de la situation politique et économique ;
- quel socialisme ?
- intervention dans les entreprises, contrôle ouvrier ;
- rapports travailleurs-étudiants ;
- le P.S.U. : parti révolutionnaire ?
- information, propagande ;
- les jeunes et la politique ;
- les jeunes et le P.S.U.

Alors que 30 % seulement des participants étaient étudiants, ils se sont retrouvés à égalité avec les jeunes travailleurs dans la commission « rapports travailleurs-étudiants ». Il y avait à vaincre une certaine réticence chez les jeunes travailleurs et de l'autre côté un malaise à se reconnaître étudiants. Le problème est loin d'avoir été résolu. Cela prouve — si cela a besoin d'être encore démontré — que la jeunesse n'est pas un tout et aussi que ce genre de problème commence à se résoudre au niveau de l'action commune. Il trouvait une amorce de solution dans une des commissions « parti révolutionnaire » quand

il s'agissait avant tout d'admettre des expériences concrètes et donc des analyses différentes, et de chercher à en tirer des conclusions communes.

La même confrontation s'est opérée entre Paris et la province. Près de 90 camarades sur les plus de 200 participants appartenaient à la région parisienne. On venait de Cherbourg (13 heures de voiture !), Metz, Nancy, Clermont-Ferrand, Rennes, Toulouse, Pau, du Gard : tous les accents étaient représentés ! Beaucoup de Parisiens — qui ne sont jamais sortis de leur Paris — ont appris quelle vie se cache derrière le mot régionalisation.

Et puis la ville de Grenoble, à l'architecture futuriste, découverte au hasard d'un des voyages qui nous menaient au Palais des Glaces où nous travaillions au village olympique où nous dormions, permettait de méditer sur les inégalités qui font que d'énormes crédits sont accordés aux uns parce qu'il faut présenter bien aux yeux de l'étranger, tandis que les autres attendent que Paris octroie ce que bon lui semblera.

La population de Grenoble était invitée le samedi soir à un meeting anti-impérialiste. C'est après le film brésilien *Les fusils* que le débat s'est engagé sur le rôle de la violence le mysticisme, la difficile politisation en Amérique Latine. Il était déjà 1 heure du matin quand on a commencé à s'interroger sur la nécessité de la guérilla.

Le nombre de questions qui ont été posées, tant lors du meeting que durant les travaux de commissions, la ruée sur la « littérature » (c'est-à-dire les cahiers du C.E.S. — quelques brochures) et les affiches des ateliers populaires prouvent un intense besoin d'information et de formation de la part des jeunes.

Information et formation qui permettront de méditer des analyses en partant des situations et des problèmes réels — regrettons au passage que les lycéens aient si peu parlé de la lutte dans les lycées — et par là, déboucheront sur l'action, car, comme le remarquait un camarade à Grenoble : « On cessera de s'interroger pour savoir de quelle tendance on est, quand on agira ! »

Si les assises de Grenoble n'ont pas débouché sur des thèmes d'ac-

tion précis, elles ont au moins permis de voir que la lutte continue autrement que verbalement : en mars, lors de la première rencontre nationale jeunes, nous étions 50 (dont 3 femmes), en novembre nous étions plus de 200 — dont 40 % de femmes. □

(1) On peut obtenir les « Directives » contenant les rapports des commissions en les demandant au : C.C.N.J. - P.S.U. - 81, rue Mademoiselle - Paris (15<sup>e</sup>) - SUF. 06-70.

## Motion finale

Trois cent cinquante mille jeunes sont au chômage. Qu'il s'agisse de la formation professionnelle, de l'emploi, des salaires, des conditions de travail, du logement, les jeunes travailleurs sont parmi les travailleurs les plus défavorisés et les plus exploités.

Dans l'entreprise comme à l'école, ou dans les loisirs, les jeunes sont placés dans une situation de dépendance presque totale. Les journaux, les radios, les T.V. et la publicité tendent à renforcer ce conditionnement des jeunes. Face à cette situation, les jeunes ont, dans le mouvement de mai, exprimé leur refus de la société actuelle et du système capitaliste sur lequel elle est fondée. Malgré un renforcement superficiel du régime gaulliste, un nombre chaque jour plus grand de jeunes considèrent que son remplacement par une société socialiste est nécessaire et possible.

Le socialisme d'un pays économiquement développé ne peut être calqué sur aucun des modèles socialistes existant actuellement dans le monde et qui sont nés dans des conditions particulières. Le socialisme que nous voulons devra supprimer toutes les formes d'exploitation de l'homme par l'homme : la propriété collective des moyens de production et l'autogestion permettront de développer l'économie pour répondre aux besoins réels des travailleurs ; l'exercice de la responsabilité, la création et l'expression permise à tous atteindront la culture bourgeoise à la base et permettront que s'établissent de nouveaux rapports entre les hommes.

Cependant, le socialisme ne sera jamais un acquis, et il faut être conscient de la nécessité de créer les conditions qui permettront à la révolution d'être permanente.

Le combat pour le socialisme doit s'appuyer sur des secteurs de lutte prioritaires : les luttes sociales et la lutte contre l'idéologie capitaliste. Ce sont les deux terrains où s'exercent les forces de la domination capitaliste et bourgeoise. Pour les vaincre, le

P.S.U. ne peut pas rester isolé mais doit travailler au maximum avec les organisations représentant les travailleurs, dont les buts et les moyens sont souvent différents des nôtres, mais qui nous rejoignent sur un certain nombre d'actions précises (lutte contre la répression, etc.).

En fonction de ces deux terrains de lutte, seuls les mots d'ordre anti-capitalistes et anti-impérialistes sont mobilisateurs pour un travail révolutionnaire.

En ce qui concerne les luttes sociales, la lutte contre le chômage et contre les conditions de travail actuelles, nous exigeons le contrôle ouvrier, qui permettra de créer un déséquilibre dans le fonctionnement du système capitaliste. Sur un plan local, la régionalisation, c'est-à-dire la prise en charge par les régions de leurs problèmes, mettra en place des structures de responsabilités, donc des structures plus socialistes.

En ce qui concerne la lutte contre l'idéologie dominante, elle intervient dans tous les secteurs de vie, aussi bien dans l'entreprise que l'école et l'organisation des loisirs. Il s'agit de lutter contre le système qui dès le plus jeune âge forme le jeune (et donc le futur adulte) à se soumettre à une autorité.

Si les jeunes sont particulièrement victimes du capitalisme, leur refus de la société et leur combat sont absolument liés à ceux des adultes. Les jeunes entrent dans le combat socialiste au même titre que tous les travailleurs.

Au P.S.U., les jeunes sont des militants à part entière, et participent aux discussions, aux décisions et aux actions, au même titre que les autres camarades.

Les jeunes du P.S.U. appellent les apprentis, les lycéens, les étudiants et les travailleurs à rejoindre leur combat pour passer de la révolte à la révolution socialiste.

(Ceci n'étant qu'une déclaration générale, le détail du travail effectué au cours de ces assises sera publié prochainement. □



Le CLUB JEUNESSE et CULTURE

vous invite au

### SKI - DÉBAT EN TCHÉCOSLOVAQUIE

22 décembre - 4 janvier : 685 F

Une semaine janvier - Pâques : 495 F

comprenant

- Voyage par avion Orly - Orly
- Tour de ville à Prague
- Transfert aux Monts Métallifères

- Pension complète en chambre à deux lits
- Location et cours de ski, remontées mécaniques
- Rencontre avec la jeunesse tchécoslovaque.

Renseignements et inscriptions : 11, rue Vernier, Paris (17<sup>e</sup>) - Tél. : 380-73-38

Se recommander de « Tribune Socialiste »



## Nouveau développement des luttes sociales

**D**epuis une quinzaine de jours, l'agitation sociale reprend avec une vigueur importante que la grande presse et la radio feignent d'ignorer ; mais ces mouvements n'en constituent pas moins un réveil certain après le reflux de juin-juillet et la satisfaction des revendications salariales. C'est ainsi que des débrayages ont eu lieu dans certaines usines de Renault, Nord-Aviation, Citroën, Berliet, Fives-Lille, Thomson ; des grèves d'une durée minimum d'une journée dans les P.T.T. (services d'abonnements téléphoniques et quelques centres de tri), à la S.N.C.F., chez les taxis lyonnais, dans les ardoisières de l'Ouest, à la « Cellophane » de Mantes ; des manifestations à Caen (pour protester contre les licenciements de délégués syndicaux chez Citroën), à Brest (métallos), à Bordeaux (pour la défense de l'emploi) et une journée départementale d'action dans la Seine-Maritime le 6 novembre. Il faut noter encore qu'une usine de chaussures à Romans (Lusso) fut occupée pendant plusieurs jours par les travailleurs qui s'opposent ainsi au licenciement de 103 des leurs. Des manifestations ont également eu lieu en Lozère et en Lorraine (journée « Rutili »).

On aura pu remarquer que les cheminots qui se sont mis récemment en grève n'ont pas respecté une nouvelle fois le préavis de grève de cinq jours. Cela pourrait peut-être signifier à plus ou moins brève échéance la mort de cette réglementation anti-grève, bien que les grévistes « coupables » soient menacés de sanctions par la direction.

Ainsi, l'augmentation des salaires n'a pas atténué la combativité des travailleurs ; au contraire, il semble qu'ils soient mieux en mesure aujourd'hui de porter la lutte sur d'autres terrains. En effet, il faut remarquer que tous ces mouvements ont trait soit à la dénonciation et au refus des conditions de travail (plus particulièrement des cadences), soit à la défense des licenciés. Encore faut-il souligner que les protestations visent autant les licenciements à caractère répressif que ceux pour raisons techniques (les conflits de Mantes et de Caen en étant les exemples les plus caractéristiques).

Parallèlement au développement de ces actions, on apprend chaque jour la fermeture prochaine d'entreprises et des licenciements dus à des compressions de personnel. C'est le cas, parmi les plus importants, de : Richier à Hagondrange, l'usine Lesueur du Havre, la brasserie Lutterbach de Mulhouse, l'arsenal de Toulon, Berliet (Courbevoie), Boussac-Géliot (St-Dié), sans oublier toute la région bordelaise, la plus sérieuse-

ment touchée actuellement. La plupart de ces licenciements atteindront les travailleurs entre le début et le printemps de l'année 1969.

Il faut donc dès maintenant s'attendre et se préparer à un nouveau printemps agité sur le front social.

## Durcissement de la C.G.T.

**L**e nouveau départ des luttes sociales s'accompagne depuis quelques jours d'un durcissement de la C.G.T. qui, par l'intermédiaire d'une conférence de presse de Jean-Louis Moynet et des résolutions d'un Comité Confédéral National, a affirmé sa volonté de combat. La Confédération considère que le rapport de forces est favorable à la classe ouvrière et que le mouvement de mai « sera certainement suivi de beaucoup d'autres d'une ampleur encore plus considérable et probablement même à une échelle dépassant notre seul pays ». Renouvelant sa condamnation de la « participation » gaulliste, la C.G.T. entend l'utiliser comme terrain de luttes pour la défense des intérêts des travailleurs. J.-L. Moynet a, d'autre part, réaffirmé que le socialisme constituait l'objectif final de la C.G.T. Il est donc fort probable que les luttes sociales vont connaître une nouvelle impulsion de la part de la C.G.T. dans les mois à venir.

On a pu remarquer, en outre, que le rapport prévu devant le Comité Confédéral sur la situation en Tchécoslovaquie, a été annulé après le retour de Moscou de la délégation du P.C.F. Des rencontres sont prévues en novembre à Bucarest et dans le cadre de la F.S.M. Cela pourrait constituer le signe annonciateur de nouvelles prises de position importantes.

La Conférence Nationale des Jeunes qui s'est tenue durant le week-end et a rassemblé près d'un millier de délégués, a concrétisé cette volonté de réaffermissement des orientations de la centrale. Ces jeunes, pour lesquels le « mouvement de mai » était la première grande expérience, ont manifesté clairement leur intention d'aller au-delà des satisfactions obtenues par le grève générale. Une semaine nationale d'action revendicative a été décidée du 13 au 18 janvier 1969.

Une première conséquence de cette conférence sur la Confédération a porté sur le projet gouvernemental de nouveaux droits syndicaux : le bureau confédéral a publié dimanche un texte beaucoup plus ferme et critique que les premières réactions à l'issue de l'entretien avec Schumann. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question dans les prochaines semaines.

## Journée d'information des médecins

**L**e syndicalisme médical est-il un véritable syndicalisme (défendant les intérêts d'une catégorie de travailleurs solidairement avec ceux de l'ensemble des travailleurs) ?

Le médecin socialiste « installé » militant dans un syndicat médical peut-il y œuvrer utilement pour l'éducation économique et sociale, pour une prise de conscience politique de ses confrères ?

Peut-il réellement infléchir son syndicat dans le sens d'une concertation effective avec les grandes centrales ouvrières et avec toutes les organisations représentatives des usagers ?

Le médecin salarié doit-il être syndiqué au syndicat le plus représentatif de sa catégorie professionnelle ou à une section syndicale d'entreprise rattachée à une grande centrale et regroupant des travailleurs de toutes catégories ?

Dans certains cas, le médecin socialiste doit-il renoncer à une action syndicale jugée trop corporative pour porter son effort sur la lutte politique d'ensemble (en mettant plus particulièrement l'accent sur les problèmes sanitaires et sociaux) ?

Le système conventionnel auquel la majorité des Français sont incontestablement attachés doit-il être défendu à tout prix ? par quelles méthodes ?

Telles sont quelques-unes des questions qu'ont débattues parfois avec passion et toujours avec sérieux, 60 médecins et étudiants en médecine, parisiens et provinciaux au cours de la « Journée d'Information » du 13 octobre. Un certain nombre de camarades responsables d'organisations syndicales de para-médicaux et d'administrateurs élus de la Sécurité sociale, apportaient l'éclairage de leur expérience propre.

Il est impossible de résumer ici un tel débat qui fera l'objet d'un compte rendu dans le « Bulletin de Liaison Santé » (1).

Le franc succès de cette Session comme de celle qui s'était tenue le 28 avril sur la « Réforme Hospitalière » (Projet Jeanneney) marque un nouveau stade du développement des activités de la Commission Santé du P.S.U.

(1) Abonnement 5 F, à régler C.C.P. HAAG : 23-773-39, PARIS.

## Feu le Sénat

**L**e Sénat, c'est le grand conseil des communes de France. C'est le bien propre des communes. C'est à elles de le défendre... » Des cocoricos de ce genre, il s'en débite depuis plusieurs semaines à travers l'hexagone. Peu importe que le morceau de bravoure qui précède ait été déclamé avec emphase dans la Sarthe. On l'imagine tout aussi bien dans la bouche d'un quelconque S.F.I.O. du nord ou d'un radesoc du midi viticole. Quel soin maternel et jaloux n'a-t-on déployé à défendre « l'élément de pondération indispensable à une vie politique saine (sic) qui, sérieusement, objectivement, sans bruit, travaille au fil des « navettes » à améliorer les textes élaborés au Palais Bourbon ». A l'occasion d'un congrès de maires, au Mans. « On a vu dans le bon vieux Sénat moribond un corps tantôt poussant, tantôt freinant », et cette formule qui à elle seule est tout un programme, revient à un socialiste « indépendant ».

Faut-il ajouter que ce bon notable « de gôche » est sénateur. Comment ne pas penser à la lecture de ces pièces d'anthologie que la « mise à mort » (que cela est bien dit) du Sénat sera un coup fatal à l'internationalisme prolétarien. Que voilà une « chambre de réflexion » authentiquement républicaine ! « En est-ce fini des communes de France ? » ont larmoyé plusieurs orateurs. Et de verser un pleur sur la défunte troisième qui, pour avoir des défauts, n'eût pas porté atteinte à « un bastion de la démocratie ».

Ben voyons. On peut dissoudre les marxistes léninistes et autres groupuscules, mais faire ça au Sénat comme à de vulgaires révolutionnaires, entre gens bien élevés, qui l'eût cru ? Et allons donc, un zeste de démagogie ne fait que corser le menu d'un banquet républicain où on répète au préfet qui rigole dans sa moustache « nous défendrons nos conseils généraux et nos communes menacées ». Ah ! braves gens, s'il y avait quelque chose à défendre, c'était en mai-juin. Puis on se quitte conscient d'avoir œuvré poujadistement pour la République bourgeoise. Non sans avoir guerroyé pour que les futurs conseillers régionaux ne soient pas élus au suffrage universel direct mais à un autre suffrage qui, pour être universel, n'en préserve pas moins les petits avantages acquis.



## Nixon est-il bon, est-il mauvais ?

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

pas de quoi surprendre : en 1959, sur 1 700 businessmen interrogés par le magazine « Fortune » à propos de leurs préférences présidentielles, 76 % votaient pour Nixon, 11 % pour Rockefeller, 13 % pour un président démocrate, quel qu'il fût. Le curriculum vitæ de Nixon ne pouvait que les rassurer : dans les années 50, au temps du mac-carthysme, Nixon n'était pas le dernier à faire des surenchères et n'éprouvait aucun scrupule à traîner des hommes dans la fange. Qu'on ne cherche pas dans cette attitude le reflet de quelque conviction idéologique : comme Johnson et des dizaines d'autres présidents, Nixon est un arriviste dans les traditions de l'idéalisme américain (ce qu'on nomme outre-atlantique le « pragmatisme »). Aussi, quand l'heure politique est à la « sagesse », il sait fort bien prendre le tournant. Le 27 septembre 1959, Nixon fait une belle allocution d'adieu à Nikita Krouchtchev — langage ronronnant propre à persuader les peuples que la coexistence pacifique est toujours possible entre hommes de bonne volonté : « Nous savons tous que lorsqu'il s'agit d'aussi grands pays que les nôtres, alors que nous sommes également puissants, le règlement de nos divergences par la force est inconcevable, etc. » Bien entendu, cela n'empêchera pas Nixon d'appuyer sans scrupule l'ultra-belliciste Goldwater en 1964. Et ce dernier tournant ne l'empêchera pas non plus de se montrer « rassurant » aujourd'hui car, affirmait-il il y a deux ans, « un président se fait toujours élire sur un programme de paix »...

### Doit-on s'inquiéter ?

Que peut-on attendre d'un tel hom-

me ? Probablement rien de meilleur ou de pire que ce que l'on connaît déjà. On dit Nixon peu favorable au progrès de la condition sociale des Noirs : Mais Johnson l'était-il autrement qu'en paroles ? Nixon se déclare décidé à faire respecter « l'ordre et la loi » : mais l'outillage répressif mis au point par la police américaine est déjà si perfectionné qu'on se demande ce qu'on peut bien y ajouter. Le Vietnam ? Il suivra très certainement la voie tracée depuis peu par Johnson, peut-être même avec plus de conséquence dans la mesure où Nixon est mieux représentatif des intérêts du Big Business et que ce dernier veut en finir avec une guerre devenue non rentable. La coexistence pacifique ? Elle est nécessaire aux U.S.A. comme à l'U.R.S.S. qui, vu leur super-armement, sont bien forcés de faire bon ménage et de se partager le monde le plus pacifiquement possible. Homme « réaliste » et sans idéologie, Nixon pourra être pour Moscou un interlocuteur compréhensif.

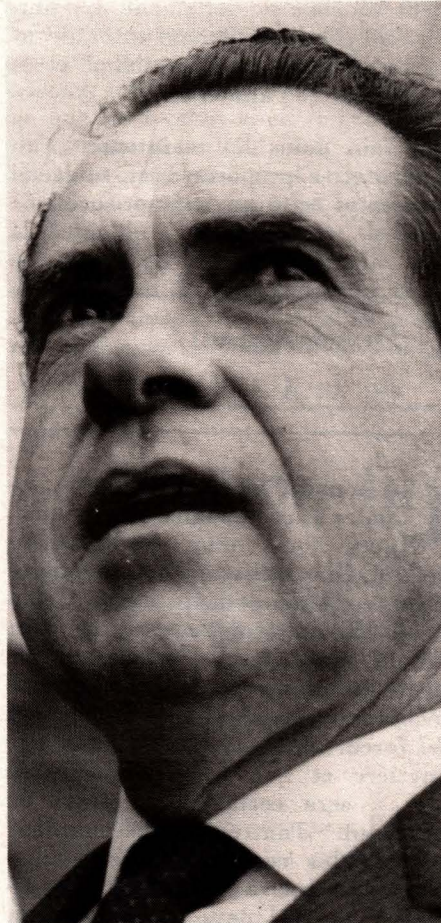
Au moins nous voilà rassurés : si tout ne dépend que de Nixon, l'histoire suivra son cours avec une logique qui ne sera pas remise en cause par un quelconque subjectivisme. Comme son appareil électoral dont tous les observateurs ont loué le parfait fonctionnement, Richard Nixon est une machine bien huilée, glacée, sans vaine conscience morale, prête à tous les virages. Il va de soi qu'une telle nature ne l'empêchera pas d'adresser aux Etats-Unis et au monde un message assaisonné de phrases bien idéalistes et bien nobles, conformes à la tradition glorieuse du pays de la liberté. □

## De l'empire à l'impérialisme

Sur quoi repose la prospérité américaine ? Sur l'exploitation systématique, froide, sélective des richesses matérielles et humaines du monde. Vérité bien connue ? Ne soyons pas optimistes : elle n'est pas seulement ignorée de l'écrasante majorité du peuple américain, mais en France même — pour ne parler que de la France — peu de gens (fussent-ils « de gauche ») en ont vraiment conscience. Si vous désapprouvez (tout en les « comprenant », bien sûr, « dans une certaine mesure ») ces étudiants latino-américains qui se mettent à saccager un centre culturel nord-américain, ou si vous trouvez « regrettable » le geste de ces champions afro-américains brandissant leur poing ganté de noir en plein stade olympique, alors c'est que vous ne savez pas ce que signifie la puissance des U.S.A., ce que représente cette extraordinaire entreprise de rapine, de corruption et de mort

qui tient aujourd'hui une grande partie de la planète sous sa domination. Et quand à ceux qui croient savoir, combien connaissent l'ampleur et les formes précises prises par cette impitoyable hégémonie qui s'exerce sur tous les plans — économique, politique, militaire, culturel ?

Qu'on sache ou non à quoi s'en tenir sur la question, il importe de lire « L'Empire Américain » de Claude Julien (\*). Que les esprits « nuancés » se rassurent : cet ouvrage n'est ni un pamphlet, ni une « thèse », mais une sorte de bilan rassemblant les faits — sous forme de tableaux de chiffres, de déclarations, de références multiples — à partir desquels les conclusions s'imposent presque d'elles-mêmes. Mais son mérite n'est pas seulement d'examiner tous les aspects du problème en se fondant sur une documentation considérable, ce qui permet d'ores et déjà de le considérer comme un indispensable



L'Amérique à la recherche d'un président.

ouvrage de référence. Son grand mérite est surtout d'enlever toute valeur (définitivement, aimerions-nous ajouter, mais comment détruire définitivement un « point de vue » qui ne se fonde ni sur l'ensemble des faits, ni sur la raison ?) aux bavardages de ceux qui, parce que « la réalité n'est jamais simple », en profitent pour brouiller les cartes et renvoyer dos à dos « amis » et « ennemis » des Etats-Unis — comme s'il s'agissait ici d'amitié ou d'inimitié, comme s'il importait de choisir entre deux positions quasi-sentimentales, voire philosophiques, comme si on avait ici le choix entre deux points de vue « qui se valent », comme si les actes auxquels sont conduits les défenseurs d'un système ouvertement fondé sur la course au profit pouvaient être sujets à des interprétations qui, « selon le point de vue de chacun », s'opposeraient ! Toutes les « interprétations » du monde sont en effet impuissantes à dénaturer des faits tels que ceux-ci :

### Les données du problème

— Les U.S.A. ont un besoin vital d'importer des matières premières et d'exporter des capitaux et des produits manufacturés : ceci est démontré dans « L'Empire Américain » par des chiffres incontestables.

— Les profits rapatriés du tiers monde sont chaque année plus importants que les investissements nouveaux effectués, les mines et le pétrole constituant l'investissement le plus rentable : c'est ainsi que près de huit milliards de dollars rapportent presque deux milliards.

— De 1956 à 1965, la dette annuelle de l'Amérique latine est pas-

sée de 455 millions de dollars à 2.100 millions.

— Pour ne prendre que l'exemple du Brésil : pour 1.814 millions de dollars qui entrent sous forme d'investissements et d'emprunts, 2.459 millions en sortent sous forme de bénéfices et d'intérêts, sans compter 1.000 millions de transferts clandestins.

— Ceci procure aux U.S.A. un très haut niveau de consommation car les nouveaux capitaux ne sont pas réinvestis sur place (ce qui, bien que liant toujours politiquement le pays considéré à son « bienfaiteur », lui permettrait un certain développement économique) mais ramenés au « pays de la liberté » ou réinvestis dans les pays industrialisés, ce qui — bien que fournissant des profits moindres — permet d'accroître la mainmise des U.S.A. sur l'économie de ces pays : c'est ainsi que 60 % de l'industrie canadienne est contrôlée par des capitaux américains.

— Aussi les niaiseries sempiternellement répétées sur la « générosité » américaine ne résistent-elles pas à l'examen des faits. Comme le remarquait Eugène R. Black, ancien président de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement — appelée encore Banque Mondiale, dont l'actuel Président est Robert Mac Namara — : « Nos programmes d'aide à l'étranger sont profitables aux entreprises privées américaines. Ils présentent trois avantages principaux : a) l'aide à l'étranger procure un marché substantiel et immédiat pour les marchandises américaines et pour les services ; b) l'aide à l'étranger stimule le développement outre-mer de nouveaux marchés pour les compagnies américaines ; c) l'aide à l'étranger oriente l'économie des pays bénéficiaires vers un système de libre entreprise grâce auquel les firmes américaines peuvent prospérer. »

— Pour qu'une telle politique puisse être menée à bien, un certain nombre de mesures sont nécessaires qui ne font pas précisément appel aux règles de la charité chrétienne.

— C'est ainsi que les bénéficiaires de l'immense générosité américaine sont tenus de consacrer une moyenne de 80 % des crédits reçus à des achats effectués aux U.S.A.

— De plus, la protection militaire américaine leur est tout aussi généreusement acquise, faute de quoi — affirme A.F. Brimmer, secrétaire adjoint au Commerce — « les investissements privés à l'étranger pourraient être du gaspillage parce qu'ils ne seraient pas assez en sûreté pour que vous (les businessmen) preniez le risque de les effectuer. » D'où la nécessité de « défendre la Liberté » en toute occasion, par exemple au Vietnam, noble entreprise s'il en est, qui — déclara le vice-président de la Chase Manhattan Bank — « a considérablement rassuré les investisseurs asiatiques et occidentaux ».

(\*) Claude Julien : « L'Empire Américain ». Ed. Grasset, 416 pages, 25 francs. En vente à la librairie de « Tribune Socialiste ».



— Les interventions militaires (qui se chiffrent par centaines depuis l'origine de l'histoire américaine) ne sont évidemment décidées que si les autres moyens de pression ont fait faillite. S'il était possible aux Etats-Unis d'agir partout comme ils l'ont fait en Iran (à l'époque où Mossadegh, appuyé par 99,4 % des suffrages populaires exprimés, entrepris la nationalisation du pétrole de son pays — ce qui heurta les sentiments profondément religieux du président Eisenhower et valu à Mossadegh et à son peuple le destin qu'on connaît), s'il leur était possible de régler toujours (l'Iran n'est qu'un exemple pris parmi une foule d'autres) les questions relatives à ce qu'ils nomment les intérêts du Monde Libre grâce aux moyens discrets de la C.I.A., les U.S.A. parviendraient certes à se faire passer plus aisément pour un Etat pacifique... Les choses étant ce qu'elles sont, il en résulte que les différents aspects de la politique américaine (aspects militaires, politique, économique) sont, comme le remarque justement Cl. Julien, « étroitement imbriqués au point qu'aucun d'eux ne saurait prédominer ». Ils s'appuient l'un l'autre et (gott mit uns) tendent à exprimer la volonté divine : « Nous qui sommes aujourd'hui au service des hommes libres », a déclaré Johnson, « nous ne devons jamais établir de séparation entre le pouvoir que nous détenons et Dieu qui réside au fond de nos cœurs. »

— Ceci rend nécessaire la formation de ce que Cl. Julien appelle justement « l'Empire culturel » des U.S.A. Les Américains ne se contentent pas de drainer à leur profit les matières premières du tiers monde ; ils pratiquent aussi le drainage de cerveaux. C'est ainsi que de 1962 à 1966, près de 60.000 ingénieurs et techniciens hautement qualifiés (dont 38.000 environ proviennent des pays sous-développés) ont émigrés aux Etats-Unis. Et Cl. Julien constate avec raison que « de même que, par le moyen des profits rapatriés, l'Amérique Latine et l'Asie fournissent des capitaux aux Etats-Unis, de même l'ensemble du monde, et de plus en plus les pays pauvres, leur fournissent des cerveaux », ajoutant plus loin que « telle est bien la loi de l'empire : la traite des cerveaux a pris, sous des formes beaucoup plus alléchantes, la relève de la traite des nègres. » (Bien entendu, l'Europe occidentale, traitée sur ce plan par les U.S.A. comme un vulgaire pays sous-développé, agit à son tour de la même manière à l'égard du tiers monde — qui se voit ainsi saigné de tous les côtés...).

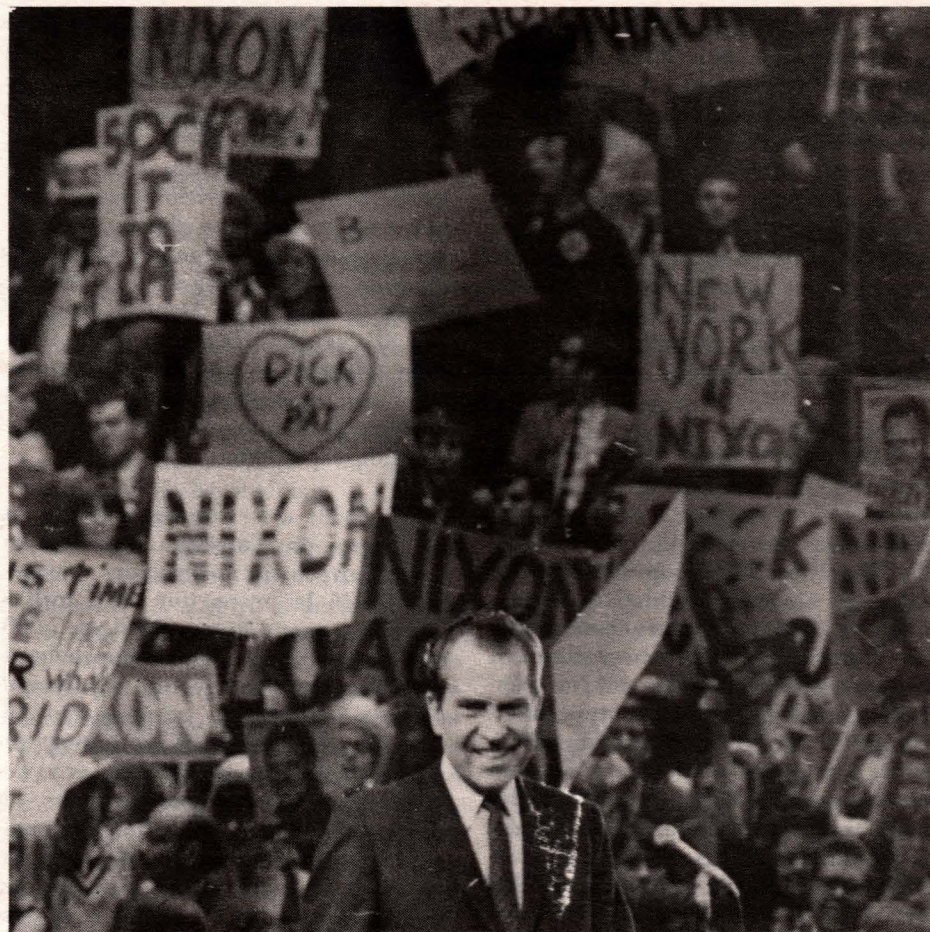
— On conçoit dès lors que pour faire prendre les vessies de leurs intérêts « légitimes » pour les lanternes d'un idéalisme « typiquement américain », certains efforts de propagande sont indispensables ; d'où la formation d'un véritable impérialisme culturel soutenant et renforçant l'impérialisme économique.

### La science de la propagande

Un des grands mérites du livre de Claude Julien est de dévoiler les procédés les plus remarquables de la propagande américaine à usage interne et externe. Il rappelle d'abord que « des centaines de millions d'hommes lisent tous les jours, dans leur langue maternelle, des journaux imprimés dans leur propre pays mais rédigés bien souvent d'après des dépêches d'agences de presse américaines ». En Europe heureusement, nous possédons aussi d'autres moyens d'information ; mais le tiers monde n'a pas cet avantage — notamment l'Amérique Latine, où le bourrage de crâne atteint des proportions fantastiques — les journaux vraiment dégagés des capitaux américains étant rarissimes. L'habileté du système tient en ceci que cette propagande est faite au nom de la liberté et en laissant aux gens l'illusion que leurs idées se forment à partir des informations d'une presse libre. Ne croyons pas l'Europe dégagée de cette emprise : « Il n'est pas rare », écrit Cl. Julien, « que des journalistes européens fort connus mettent leur plume au service de l'Empire. » Que dire aussi des films et des livres, colportant l'image que l'Amérique veut donner d'elle-même et qui ne sont pas toujours des produits spontanés de la société américaine. Des organismes officiels existent en effet, dont le but est d'orienter l'opinion par tous les moyens possibles. C'est ainsi qu'en 1965, écrit Cl. Julien, « l'U.S.I.S. (U.S. Information Service) a dépensé plusieurs millions de dollars pour distribuer dans le monde 14.453.000 livres ». Et l'objectif poursuivi par l'U.S.I.A. (U.S. Information Agency) a été clairement défini par Reed Harris, ancienne victime du mac-carthisme aujourd'hui « repentie » : « Nous faisons écrire des livres d'après nos propres stipulations (...). Nous contrôlons le livre depuis sa conception jusqu'aux dernières corrections du manuscrit. » Et un de ses collaborateurs d'ajouter : « Nous essayons d'obtenir le concours d'écrivains réputés dans le monde littéraire(...). Leur stature donne au livre plus de crédibilité. »

L'ouvrage de Cl. Julien fourmille de tant de renseignements qu'on n'en finirait pas de le commenter. Il est important qu'il soit lu par le plus grand nombre possible de lecteurs ; dans un monde comme le nôtre, où des moyens financiers gigantesques sont utilisés pour corrompre les esprits, toute entreprise de démystification est salutaire et tonifiante. On peut d'ailleurs parier que s'il savait l'opinion publique française sagement informée sur les réalités de son pays, M. Sargent Shriver, ambassadeur des U.S.A. à Paris, aurait hésité, le 10 octobre dernier, à faire cette déclaration qui se passe de commentaires : « Il suffit de jeter un coup d'œil sur les leçons de l'histoire et vous verrez que partout et surtout en Europe, nos actes ont toujours répondu à nos paroles... »

Henri BELEY



Le carnaval des suffrages.

A.F.P.

## Les chances du Pouvoir noir

René Gallet

Chaque été l'Amérique approche de plus en plus de ce qui s'annonce comme l'explosion du système qui le régit. Pour donner une explication totale de ce phénomène, il conviendrait d'analyser l'état de toutes les forces en présence, en particulier l'orientation de plus en plus nette de certaines couches de la société américaine vers le fascisme (bien que pour l'instant il n'y ait pas encore de jonction entre les foyers de répression qui se développent), mais c'est surtout la radicalisation du mouvement noir, c'est-à-dire le fait qu'il soit passé de la revendication des « droits civils » au « pouvoir noir », qui constitue le facteur le plus important d'exacerbation des luttes sociales aux Etats-Unis ; c'est par lui que cette société malade glisse peu à peu vers l'agonie.

A la réalité socio-économique du Sud, caractérisée par l'exploitation des ouvriers agricoles et des fermiers noirs, et l'oppression la plus brutale, correspondait un type de revendication et de lutte bien déterminé : ce fut la campagne pour les « droits civils » menée à la fois par la bourgeoisie noire et des éléments de la bourgeoisie blanche généralement venus du Nord dans le cadre des « Freedom Rides » (les marches de la liberté). Les objectifs purement démocratiques (droit de vote effectif pour les Noirs, déségrégation) et même

inscrits dans la constitution américaine pouvaient rallier la majorité de la nation ou du moins bénéficier de sa sympathie, puisqu'il ne s'agissait en fait que d'accomplir pleinement la démocratie bourgeoise, de l'étendre au bastion « féodal » que constitue le Sud.

Cette entreprise a donné des résultats inégaux : assez positifs, ou en tout cas prometteurs, en ce qui concerne le droit de vote, très décevants par contre quant à l'intégration scolaire — seulement 5 % à 10 % des enfants noirs fréquentent des écoles déségrégées au Sud — mais, plus profondément, elle se trouve dépassée par le changement de la situation socio-économique des Noirs eux-mêmes.

### L'Amérique en question

Il s'est d'abord produit un déplacement du monde noir qui, en l'espace de quelques décennies, a reflué vers les villes, par le fait de pressions et de mesures de rétorsion contre les Noirs les plus actifs du Sud et surtout de la mécanisation rapide de l'agriculture conduisant par exemple à l'élimination de 60.000 emplois en automne 67 dans la seule région du delta du Mississippi, si bien que 70 % de la population noire se trouve maintenant entassée dans les ghettos.

A côté de ce déplacement du problème, il est important de noter que



la nature même du problème à changer. Il ne s'agit plus d'une situation politique « aberrante » et localisée que l'on pourrait « normaliser », d'un simple abcès de la démocratie américaine (bien que la nécessité économique de l'oppression au Sud soit évidente, celle-ci n'engage qu'un secteur relativement restreint et quelque peu archaïque de l'économie américaine) mais d'un problème économique lié à la structure même de la société capitaliste.

Par delà les aspects les plus voyants du ghetto — l'insalubrité de l'habitat et les conditions de vie en général — le problème fondamental reste celui de l'emploi, c'est-à-dire de l'insertion de la population noire dans les forces productives. Alors qu'au Sud la fonction économique des Noirs était parfaitement claire, il n'en va plus de même au Nord en milieu néo-capitaliste. Au type d'exploitation quasi féodal s'est substitué un nouveau mode d'exploitation beaucoup plus diffus et par là beaucoup moins repérable. Même si une frange du monde Noir s'est transformée en prolétariat urbain après son arrivée dans les villes du Nord (les Noirs constituent actuellement 42 % des gens de maison et 25 % de la main-d'œuvre manuelle dans les usines) (1) une très grande partie du prolétariat agricole s'est sous-prolétarisée (les taux de chômage dans les ghettos varient entre 20 et 50 %) (1) et comme il est normal en régime capitaliste l'oppression économique est masquée par l'écran de l'Etat qui s'interpose entre ce sous-prolétariat et le système capitaliste en distribuant des allocations fédérales. Ainsi les habitants du ghetto ne perçoivent-ils que les « antennes » du monde capitaliste : le fonctionnaire qui distribue les allocations (plus élevées selon que la femme vit seule ou mariée, ce qui oblige souvent le mari à se dissimuler aux yeux de la loi et à esquiver les raids nocturnes auxquels se livrent parfois les autorités pour s'assurer qu'il n'y a effectivement pas de mari), le « slumlord » — le propriétaire d'immeuble — qui s'approprie une part importante de cette allocation, et le commerçant qui s'empare du reste (les prix dans les ghettos sont plus élevés que dans les banlieues bourgeoises; les « pillages » ne sont donc, pour une bonne part, que récupération).

L'écran constitué par l'Etat, l'absence de tradition ouvrière dont souffre une bonne partie des habitants des ghettos et la longue présence du racisme voilent un peu l'origine économique de la condition que connaît le sous-prolétariat urbain.

### Qu'est-ce que le pouvoir Noir ?

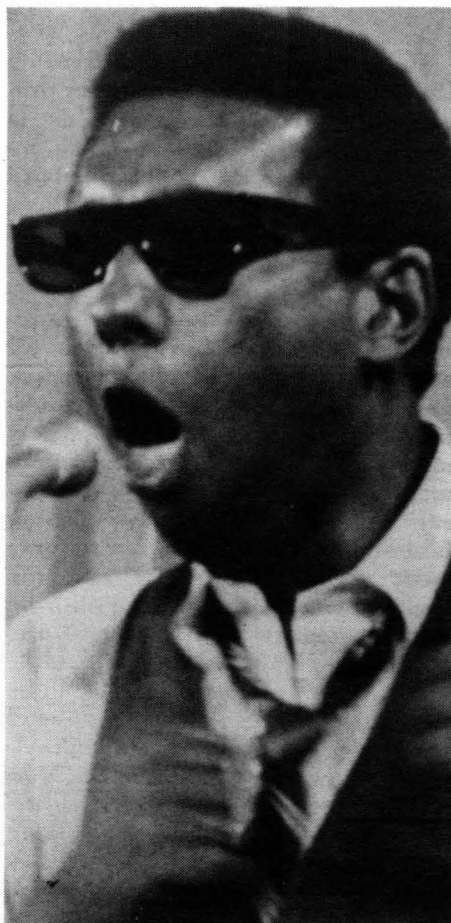
C'est ainsi que l'on relève une certaine ambiguïté dans l'assise idéologique du mouvement noir qui n'a, semble-t-il, pas fait son choix encore entre les types d'action qui s'offrent à lui : l'un fondé sur la communauté

ethnique, l'autre sur l'appartenance à une même classe. Dans une de ses déclarations S. Carmichael juxtapose par exemple ce qui constitue en fait deux lignes politiques : « On ne peut considérer l'exploitation avant le racisme » et « mon idéologie est simple : les travailleurs doivent contrôler et posséder les moyens de production » (2) c'est-à-dire un thème d'emblée socialiste. Dans le premier cas, il s'agit de libérer de la domination blanche la communauté noire dans son ensemble ; dans le second il faut abolir les rapports de production capitalistes.

En lisant « *Le Pouvoir Noir* » on est frappé par l'absence de référence à la bourgeoisie noire, alors que depuis 1945 la proportion de familles noires gagnant entre 5.000 et 7.000 dollars a presque triplé, approchant ainsi du pourcentage que représente la même tranche de revenus dans la population blanche. Il est important de se demander quel peut être le rôle de cette bourgeoisie dans la perspective d'une libération du peuple noir. Selon l'avis de F.F. Piven et R.A. Cloward (3) « les classes moyennes » noires ne mèneront pas de combat séparatiste ; elles sont intégrées aux institutions blanches et ne peuvent en être dissociées à moins d'avantages importants, notamment en ce qui concerne leur fonction ». Le problème n'est peut-être pas tranché de la sorte, mais il se pose de façon aiguë.

La même difficulté se retrouve au niveau de l'analyse des rapports existant entre le mouvement agissant à l'intérieur des Etats-Unis et les luttes de libération du tiers monde attaquant l'impérialisme américain dans ses ramifications les plus lointaines. On ne sait pas très bien s'il y a solidarité objective ou identité entre ces deux courants. En fait il semble difficile d'assimiler le monde noir américain à « un fragment de tiers monde » logé au sein même de l'Amérique ou à la classe ouvrière des pays capitalistes avancés. A ce sujet on peut remarquer qu'il existe aux Etats-Unis un sous-prolétariat blanc (les anciens mineurs des Appalaches par exemple) dont les problèmes sont effectivement identiques à ceux du sous-prolétariat noir.

C'est donc pour répondre à cette situation socio-économique nouvelle que s'est développé le Pouvoir Noir par opposition aux simples campagnes en faveur des « droits civils ». Ces deux courants correspondent également à deux bases sociales distinctes : en simplifiant un peu on peut dire que le Pouvoir Noir est né avec la nouvelle génération urbaine; comme l'écrivent Piven et Cloward : « les élites noires traditionnelles qui ont maintenu leur hégémonie en servant d'agents du pouvoir et des ressources blancs se trouvent remplacées par des jeunes qui aspirent à diriger le mouvement et dont le nationalisme intransigeant reflète le mécontente-



Stokely Carmichael

Agip

ment de larges secteurs de la population noire ».

Mais on peut se demander si la réponse politique apportée à la situation présente a connu la même transformation que la situation elle-même. Il semble en effet que l'on assiste plutôt à une radicalisation du mouvement par rapport aux types d'action engagés par le passé (campagne pour les « droits civils », c'est-à-dire une réponse à un problème qui se pose presque exclusivement dans le Sud) et non encore à une mutation de ce mouvement aboutissant à la définition d'objectifs véritablement socialistes. En fait — et il faut bien souligner qu'il ne s'agit-là que d'indications limitées fournies par le livre de S. Carmichael — le cadre de la « démocratie américaine » (et à plus forte raison le système économique qui le sous-tend) ne paraissent pas être totalement récusés par certains dirigeants du Pouvoir Noir. Cela est net dans « *Le Pouvoir Noir* » où S. Carmichael préconise la formation d'organisations politiques et syndicales indépendantes par les Noirs; et Piven et Cloward — dont on ne sait à vrai dire s'ils n'engagent qu'eux-mêmes ou exposent des thèses du Pouvoir Noir — parlent de patronat noir : « De cette façon la détention du pouvoir dans les villes pourrait à la longue permettre à la communauté noire de développer l'infrastructure qui a si bien servi à d'autres groupes, et particulièrement des entreprises noires et des syndicats qui organiseraient les travailleurs ayant ainsi trouvé un emploi ».

Cette « stratégie intermédiaire » est définie avec clarté lorsque S. Car-

michael analyse l'expérience du comté de Lowndes en Alabama (4) « Le Pouvoir Noir signifie par exemple que dans le comté de Lowndes un sheriff noir pourrait mettre fin aux brutalités policières. Un répartiteur d'impôts, un inspecteur des impôts et un percepteur noirs dans le comté pourraient fixer, recueillir et orienter les recettes fiscales en vue de construire des routes et des écoles au service de la population noire. Dans les régions où les Noirs essaieraient d'utiliser le pouvoir pour se rendre maîtres de leur destinée » (5).

Quant au problème de la création d'une nation indépendante, il n'est guère abordé par S. Carmichael, qui ne parle que du refus de l'intégration. Les objectifs ainsi définis se résument donc par la conquête des administrations locales partout où cela est rendu possible par la présence majoritaire de la population noire, c'est-à-dire à plus ou moins long terme dans la grande majorité des agglomérations urbaines; mais cette « stratégie intermédiaire » paraît quelque peu aléatoire :

— d'une part les pouvoirs locaux ne perçoivent que 7 % des impôts payés par le pays, ce qui limite évidemment leurs moyens d'action;

— il est probable que les « classes moyennes » seront absorbées par l'appareil administratif blanc;

— et surtout, le pouvoir économique ne peut être contrôlé à l'échelon local ; or seule une politique économique nouvelle, impossible à appliquer en régime capitaliste, pourrait apporter une solution aux problèmes du sous-prolétariat urbain.

D'autre part il faut désormais compter sur une répression qualitativement différente de l'oppression exercée par les « féodaux » du Sud; car il ne s'agit plus d'affronter une fraction quelque peu archaïque de la société blanche, mais bien l'appareil étatique de répression dans son ensemble (police, garde nationale et armée). C'est pourquoi les objectifs du Pouvoir Noir, tels qu'ils sont posés actuellement seront sans doute remis en question par la réaction blanche et amèneront le sous-prolétariat noir à se donner des buts et des modes d'action à la mesure de ses problèmes; dans une telle perspective l'entreprise menée actuellement aura eu un rôle préparatoire en forgeant une conscience commune à tous les ghettos, en organisant les diverses fractions du prolétariat noir et en donnant un exemple à tous les exploités de ce pays. □

(1) *New Republic*, 30 mars 1968.

(2) *Témoignage Chrétien*, 28 décembre 1967.

(3) *New Republic*.

(4) Cf. « T.S. » n° 314.

(5) *Le pouvoir noir*, page 46, A vintage book.





Mme Nguyen Thi Binh

Agip

## Vietnam

# Les véritables pourparlers vont-ils commencer ?

Pierre-Daniel Trégnier

Après six mois de conversations officielles à Paris entre les représentants des gouvernements américain et nord-vietnamien, le président Johnson a ordonné le 31 octobre 1968 à 24 h G.M.T. l'arrêt des bombardements sur le territoire de la république démocratique du Viêt-nam.

Tout avait commencé le 15 février 1965. Ce jour-là, les avions américains basés dans le sud-est asiatique et à bord des navires de la VII<sup>e</sup> Flotte croisant en mer de Chine, effectuaient une série de raids sur des localités nord-vietnamiennes. La résistance héroïque de tout un peuple, uni derrière son chef le président Ho Chi Minh, a finalement eu raison des coups portés par l'envahisseur. Au nom de la lutte contre l'impérialisme et le néo-colonialisme des Etats-Unis, des milliers de patriotes du nord et du sud, conscients de la valeur d'exemple qu'avait leur lutte aux yeux des peuples se sont dressés pour libérer leur patrie.

Certes, si l'arrêt des bombardements ne signifie pas la fin de la guerre du Viêt-nam, il laisse entrevoir la possibilité d'une cessation prochaine des hostilités au sud, et outre la voie à une solution négative du conflit. En cédant au préa-

lable de Hanoï, le gouvernement américain vient d'essayer un échec diplomatique sans précédent, car il est peu probable, et, quelles que soient les manœuvres électorales que l'on ait pu invoquer, qu'il s'agisse là d'un revirement fondamental de la politique des Etats-Unis en Asie du sud-est. Le jour de l'arrêt des bombardements sur le Nord-Viêt-nam, les raids des B-52 triplaient sur le Laos.

Si Hanoï et le F.N.L. ont, à maintes reprises, prouvé leur volonté de paix, le gouvernement de Saigon cherche, au contraire, par tous les moyens, à bloquer les négociations de Paris. Son refus de s'asseoir à la table de conférence a empêché les conventions du mercredi 6 novembre d'avoir lieu. Le problème est désormais de savoir combien de temps les militaires fantoches réussiront à tenir ; et plus largement de savoir combien de temps les faucons du Pentagone réussiront à les maintenir en place.

Le départ des démocrates de la Maison Blanche, ne provoquera certainement pas un revirement de la politique américaine, mais dans le conflit de pouvoir qui oppose depuis Kennedy les civils aux militaires, on peut se demander lesquels, avec Nixon, auront le dernier mot. □

## Après Prague

# Les remises en question

Gilbert Chaleil

Après Prague, beaucoup voient dans la politique étrangère du général de Gaulle une nouvelle orientation qui selon eux replace la France dans la sphère américaine. De nombreux indices permettent d'envisager la possibilité d'une guerre mondiale, éventualité à laquelle on se préparerait à l'Élysée en se rapprochant des Etats-Unis.

Il nous semble pour l'instant que cette vue politique soit un peu simpliste et hâtive. La résistance du gaullisme en tant qu'impérialisme secondaire à l'impérialisme américain est atténuée depuis plus longtemps qu'on ne le croit généralement. Les relations se sont améliorées dès mars avec la nomination de Sargeant Shriver comme ambassadeur américain à Paris. Par deux fois en avril, le général de Gaulle a encouragé la politique vietnamienne du président Johnson, en qualifiant « d'acte de courage politique » la décision de suspendre les bombardements sur une partie du Nord-Vietnam et en cessant toute prise de position dès l'éventualité de négociations de paix à Paris.

Les événements de mai et juin ont confirmé cette nouvelle tendance de la politique étrangère française. La solidarité des puissances capitalistes s'est manifestée pleinement pour ceux qui pouvaient encore en douter. En gage de reconnaissance et de bonne volonté le gouvernement français a étendu la répression aux Américains de Paris hostiles à la guerre du Vietnam, la dissolution du mouvement « Pax » fournit une preuve, ainsi que l'expulsion de journalistes, de l'alliance internationale, du capitalisme, en contradiction avec les prises de positions antérieures de la diplomatie élyséenne passées sous silence depuis plusieurs mois. Quant à la bataille contre le dollar et les moyens de paiement internationaux elle est devenue impossible faute de munitions du côté français et cela, bien avant la nuit du 22 août.

### Une politique à la mesure de nos moyens

Cette évolution étant soulignée, il reste, qu'officiellement du moins, la politique de détente est sans cesse réaffirmée, le dernier Conseil des ministres en fait foi. Pour nous, il ne paraît pas y avoir de contradiction entre ces diverses manœuvres diplomatiques et le rappel des principes de désengagement et la lutte contre la politique des deux blocs. L'impérialisme français se heurtera toujours à ce « partage du monde » que les gaullistes attribuent à tort à la conférence de Yalta en 1945. La France s'est détachée de l'emprise américaine en quittant l'O.T.A.N. mais elle est restée dans l'Alliance atlantique qu'elle n'est pas près de quitter, le silence régnant encore sur les décisions qui seront prises en 1969 quant

à la position de la France à l'égard de cette Alliance. On ne note donc aucune transformation dans les faits, la résistance française à la pression d'outre-atlantique ne fluctue qu'en raison des moyens dont dispose le gouvernement.

### La véritable troisième voie

L'intervention soviétique en Tchécoslovaquie n'oppose pas de démenti à l'analyse gaulliste de la politique des blocs, elle confirme au contraire cette analyse. Il demeure cependant que, pour nous, la stratégie française dont nous venons d'évoquer les limites et les contradictions n'apporte pas de solution au problème posé par l'impérialisme américain et la politique de grande puissance des Russes. La gauche traditionnelle nous semble passablement muette à cet égard et ce ne sont pas les fervents de la social-démocratie qui veulent grandir à l'abri des Etats-Unis qui nous contrediront. La brèche ne paraît possible que par la lutte qu'entreprennent les partisans d'un socialisme démocratique qui mettrait fin au règne de la bureaucratie et aux intérêts du socialisme soviétique assimilés à ceux du mouvement révolutionnaire mondial. Brèche qui serait ouverte également dans le bloc occidental. L'ébranlement de mai comme le « printemps de Prague » ont montré malgré leurs défauts que la solution est dans cette voie. A Prague, malgré le rôle d'une influence technocratique ou droitiste et à Paris, en dépit des insuffisances dans l'alternative socialiste, la construction d'une démocratie véritable et la remise en cause réelle de la politique des puissances étant ébauchée, il nous reste à poursuivre la recherche dans cette voie et éviter de mêler nos revendications à celles des atlantistes, des impérialistes de seconde zone ou encore à celles des bureaucrates. □

## vos communications intérieures et extérieures s'accélèrent...

Faites connaissance avec l'équipement le plus moderne et le plus sûr : l'offset de bureau GESTETNER. Dans une des 35 succursales Gestetner, vous pourrez toucher du doigt la qualité de reproduction, la simplicité de conduite, la rapidité des tirages et changements. → Voulez-vous vous joindre aux responsables industriels, commerciaux et administratifs que nous convions à nos stages-éclairés ? Dans une ambiance détendue, vous pourrez vous faire une opinion. Demandez votre invitation personnelle à Gestetner - Service 250 - 71, Rue Camille Groult, 94-VITRY. Tél. : 482-47-85. → « Communiquer plus et plus vite » c'est le titre de la documentation que Gestetner a établie à votre intention. Demandez-la au Service 687.



## A travers les fédérations.

### LA CORREZE

La démission de Gérard Denecker de ses fonctions de Secrétaire Fédéral du P.S.U. en Corrèze avait rendu indispensable la tenue d'un congrès extraordinaire. Il a eu lieu le 27 octobre, en présence de Michel Rocard. Dûment préparé en réunions de sections au cours desquelles fut approuvé un texte d'orientation donnant priorité au renforcement du P.S.U. et du courant socialiste, ce congrès a élu à l'unanimité une Commission exécutive fédérale de 16 membres. Aussitôt constitué le Bureau fédéral est composé de Jean-Claude Moquet (Brive) assisté de Michel Kellermann (Egletons) et de Denise Gauthier (Tulle), Jean Gomes (Brive), conservant la Trésorerie.

La présence de représentants de la Haute-Vienne et de la Dordogne témoignait également du souci commun de coordonner l'action du P.S.U. à l'échelon régional. Ce fut d'ailleurs le thème de travail de l'après-midi.

A l'issue du Congrès, Michel Rocard et Jean-Claude Moquet ont tenu une conférence de presse.

### LA GIRONDE

Les batailles de mai, les élections de juin ont amené en Gironde un flot important d'adhésions au P.S.U. Il convenait donc de donner à la Fédération de nouvelles structures de travail. Tel a été l'objet du Congrès fédéral tenu le 27 octobre en présence de Marc Heurgon. La veille, un meeting tenu à Bordeaux avait permis devant une nombreuse assistance de faire le point sur les propositions du P.S.U. et de répondre à des questions fort diverses. Le Congrès lui-même rassembla près de 80 militants et sympathisants : il permit de débattre des orientations du Parti, du programme fédéral de travail et des problèmes d'organisation. C'est à deux nouveaux adhérents de mai, Pierre-Emile Meyer et Jean Cavignac qu'a été confiée le soin d'animer la Fédération; ils seront aidés par l'expérience des vieux militants que sont Maurice Carmona et Jacques Hays; Jean-Claude Cluzan, ancien secrétaire fédéral très pris par son travail professionnel, a accepté de conserver l'animation du travail essentiel d'implantation dans les entreprises. Les 12 sections vont se consacrer au travail prioritaire de l'implantation du P.S.U. dans le département. A cette occasion, la section E.S.U. de Bordeaux, réunie autour de Jean-Claude Boisseau du Secrétariat National Etudiant, a longuement étudié les problèmes posés par la rentrée universitaire.

### LE LOT

Nouvelle Fédération P.S.U. née des événements de mai. Elle a tenu son premier Congrès fédéral le 10 novembre à Gramat en présence de Marc Heurgon et d'Edmond Joue qui fut en juin candidat du P.S.U. Deux sections sont dès maintenant constituées sur Cahors et sur Figeac; des possibilités vont être exploitées sur Gourdon et sur Saint-Céré. Julien Savary, adhérent de mai, animera la Fédération avec l'aide d'une équipe de jeunes militants qui se sont engagés pour apporter dans ce département traditionnellement acquis aux notables, un visage nouveau du socialisme.

### LE TARN-ET-GARONNE

Au cours de deux journées de sérieux travail (10 et 11 novembre), à Moissac, la Fédération du Tarn-et-Garonne a fait le compte des nombreux adhérents (plus du tiers des effectifs) qui l'ont rejoint au printemps dernier. Dans un département difficile, les deux secteurs de Montauban et de Castelsarrasin, voient l'influence du P.S.U. s'accroître. Particulièrement intéressante fut la participation de plusieurs étudiants et lycéens qui comptent bien travailler à la structuration d'un groupe de jeunes. Comme dans le Lot, la préparation des assises régionales des 7 et 8 décembre, va être l'occa-

sion pour le P.S.U. de travailler avec tous ceux qui partagent ses orientations à la définition de structures régionales démocratiques. Tels sont quelques-uns des problèmes qui ont été évoqués le 11 novembre autour de Marc Heurgon.

### LE FINISTERE

La Fédération a tenu son Congrès fédéral à Chateaulin le 27 octobre. Le Bureau fédéral a présenté son rapport d'activité qui a été approuvé. Un compte rendu des responsables de l'activité des sections pendant le mouvement de mai a permis de voir que le P.S.U. a été partout présent et a réagi en plein accord avec les positions prises sur le plan national. Il en est résulté un renforcement important de l'audience du Parti qui s'est accrue par un net accroissement de son implantation (en particulier dans le centre du département) et de ses effectifs.

Le Comité politique fédéral a été renouvelé, en particulier par l'entrée de nouveaux militants. Il a procédé à l'élection du Bureau fédéral : Paul Tremintin, devenu secrétaire départemental du S.N.E.S. a été remplacé comme Secrétaire fédéral par Denis Rigal.

### LA LOIRE-ATLANTIQUE

Organisée par la Fédération, une journée d'étude a réuni quelques deux cents militants et sympathisants le 26 octobre. «Après les événements de mai, quel socialisme», fut le thème de travail, introduit par Manuel Bridier. Trois commissions ont permis d'élaborer des rapports qui ont été ensuite présentés et discutés en séance plénière. Cet échange de vue permit de confirmer l'unanimité des participants sur les grandes options fondamentales : un socialisme dont l'appropriation collective des moyens de production n'est pas la condition suffisante, mais qui exige en outre la décentralisation du plan et le pouvoir effectif des travailleurs; une stratégie fondée sur l'action à la base et sur le développement des comités populaires, reconnaissant à la violence son rôle dans le cadre d'une préparation politique de masse; un parti démocratique et largement ouvert, dont l'édification se fera dans l'action elle-même, plutôt que par des conciliabules sur le programme et l'organisation.

La séance de l'après-midi, consacrée à l'autogestion dans les entreprises, allait constituer une application des thèses développées le matin. Les participants manifestèrent leur accord avec les conclusions de la journée nationale entreprises. Ils conclurent à la nécessité de former des groupes d'entreprises pour mener l'action politique sur le lieu du travail, parallèle à l'action syndicale, afin de mieux armer les travailleurs contre les pièges de la participation gaulliste et leur permettre le, cas échéant, de retourner contre le patronat les structures forgées à son intention.

### LA MARNE

Le 28 octobre, les sections E.S.U. et P.S.U. de Reims ont tenu un meeting où se pressaient 300 personnes, dont un grand nombre de jeunes. Le position du Parti devant la crise tchécoslovaque a été présentée par Pierre Naville qui a conclu que l'agression russe mettait en cause toute l'évolution du socialisme en Europe, car elle manifestait l'emprise de la bureaucratie conservatrice et même contre-révolutionnaire. Le film « Pété des tanks », qui montre l'occupation militaire et les tirs dans la foule, a été projeté ensuite. Une large discussion s'est ouverte, qui a permis aux tendances « chinoise » de gauche de s'exprimer en toute liberté.

### LE LOIR-ET-CHER

La Fédération a retrouvé avec les actions menées en mai et la campagne des législatures une combativité nouvelle et une audience accrue. Son recrutement progresse

rapidement. La section de Vendôme a maintenant une vie et des activités autonomes. La Fédération travaille à l'implantation du Parti à Romorantin. La mise au travail des militants en groupes spécialisés s'effectue de façon satisfaisante. A Blois le 17 octobre, la venue d'Henri Leclerc a fourni l'occasion d'un large débat. Le 20 octobre, s'est déroulée à Chaille une rencontre sur l'enseignement, préparant les Assises Nationales.

### UNE DELEGATION DU P.S.U.

#### A ALGER

Sur l'invitation du F.L.N., une délégation du P.S.U. composée de Michel Rocard, Marc Heurgon, Jean-Marie Vincent et Jacques Sauvageot a participé le 1<sup>er</sup> novembre aux fêtes de l'indépendance algérienne.

A cette occasion plusieurs échanges de vue ont permis d'envisager les possibilités d'action commune entre les partis qui, en avril dernier, avaient participé à Rome à la conférence des forces progressistes de la Méditerranée. La délégation du P.S.U. a notamment eu des entretiens avec les représentants du P.C.I. et du P.S.I.U.P. italiens.

#### ...ET A BELGRADE

Sur l'invitation de la Ligue des Communistes Yougoslaves, une délégation du P.S.U. partira le 25 novembre pour un voyage de quatre jours en Yougoslavie; elle sera composée de Michel Rocard, Jean-Marie Vincent et Jean-François Pertus et étudiera avec le parti ami l'ensemble des problèmes qui concernent la stratégie socialiste en Europe.

### UN GRAND MEETING DU F.U.R. A TOULOUSE

Voilà bien longtemps que le Palais des Sports de Toulouse n'avait connu pareille affluente. Près de 4.000 personnes s'y sont retrouvées le 7 novembre pour dénoncer les formes de la répression sur le plan de l'Université et des lycées, plus encore de la répression patronale sur le plan des entreprises. Au cours d'un large débat, Marc Heurgon, Jacques Sauvageot et Henri Leclerc, présentèrent les propositions d'action

commune faites par l'organisation du Front. Cette initiative provinciale devrait être imitée dans d'autres villes; elle a permis de démontrer, par-delà les divergences d'un mouvement pluraliste, à quel point est profonde l'unité des forces qui ont mené ensemble les batailles de mai. Il faut ajouter que l'équipe de Toulouse qui se donne sans compter, qui a édité un mensuel et multiplié les initiatives, a su créer les conditions de ce meeting réussi qui doit précéder d'autres réunions en province.

## Meetings et réunions

### VENDREDI 15 NOVEMBRE :

- Saint-Cloud : Jacques Malterre et Manuel Bridier.
- Rosny-sous-Bois : Michel Fontes.
- Valence : Henri Leclerc.
- Alençon : Marc Heurgon et Jacques Sauvageot.

### SAMEDI 16 NOVEMBRE :

- Lorient et Pontivy : Michel Fontes.
- Privas : Henri Leclerc.

### MARDI 19 NOVEMBRE :

- Saint-Denis : Marc Heurgon et André Barjonet.

### JÉUDI 21 NOVEMBRE :

- Besançon : Georges Gontcharoff.

### VENDREDI 22 NOVEMBRE :

- Houilles : Robert Chapuis.

LUNDI 18 NOVEMBRE 20 h. 30

MUTUALITE

Berlin 18 - Paris 68

« La Révolution dans les pays capitalistes avancés »

Meeting des étudiants du P.S.U.

## Librairie de Tribune Socialiste

Tous ces livres sont en vente à la Librairie de Tribune Socialiste

### EDITIONS DU SEUIL :

- Le Printemps de Prague, de Pavel Tigríd ..... 18,00 F
- Le Gauchisme remède à la maladie sénile du communisme, de Cohn Bendit ..... 15,00 F
- La conquête des pouvoirs, de Gilles Martinet ..... 15,00 F
- Le socialisme difficile, par A. Gortz ..... 16,00 F
- Quelle Université ? Quelle Société ? ..... 9,00 F
- recueil de textes issus de la réflexion étudiante en mai 68
- Les enfants de l'Europe de Louis Hartz ..... 24,00 F
- Etude sur l'évolution du Canada, des Etats-Unis, de l'Amérique latine, d'Afrique du Sud, d'Australie.
- Les tertiaires, de Michel Praderie ..... 6,00 F
- Les travailleurs en col blanc.
- La fin de l'utopie, d'Herbert Marcuse ..... 8,50 F
- Marcuse à la portée de tous.
- Les Lycéens ou la parole, des Comités d'action lycéens. Leurs cahiers de doléances ..... 4,50 F
- La Presse, le Pouvoir et l'Argent, de Jean Schwobel ..... 19,50 F
- Que faire, de Lénine ..... 7,50 F
- Les cadres dans l'entreprise et dans le mouvement syndical (N° 3) ..... 10,00 F

### EDITIONS CHRISTIAN BOURGOIS :

- Stratégie et Révolution en France en Mai 68, d'André Gludismann ..... 10,30 F

### EDITIONS FAYARD :

- La Brèche d'Edgar Morin, Claude Lefort, J.-M. Coudray ..... 10,00 F

### EDITIONS SOCIALES :

- La guerre civile en France (1871), de K. Marx ..... 3,50 F

### COLLECTION 10/18 :

- Le Manifeste communiste de Marx et Engels ..... 2,90 F
- La maladie infantile du communisme, de Lénine ..... 2,90 F

### EDITIONS GRASSET :

- L'Empire américain par Cl. Julien ..... 25,00 F

— Pour tout envoi postal, envoi franco (sans ristourne).

— Pour tout achat au siège de T.S. : ristourne 10 %.

— Adresser les commandes à T.S. 54, Bld Garibaldi Paris 15<sup>e</sup>. Paiement à la commande par chèque postal ou bancaire C.C.P. T.S. 58 26 65 Paris.



## Maisons de la culture

# A Bourges le combat continue

De notre envoyée spéciale Dominique Nores

Il y a encore une ville en France où des hommes sont derrière leur barricade et où ils attendent. Cette ville se nomme Bourges et les combattants sont la petite troupe des praticiens du spectacle que Gabriel Monnet groupe autour de lui dans une Maison de la Culture menacée.

Les camps n'ont pas attendu Mai pour se former. A Bourges, la classe possédante tient d'autant mieux le haut du pavé que les ouvriers ruraux le plus souvent par l'habitat et le mode de vie (ils ont vaches et jardin) sont moins politisés et qu'un chômage permanent oblige la classe moyenne — les employés de bureau particulièrement — à prendre garde à ses moyens d'existence. Ainsi la bourgeoisie exerce-t-elle des pressions qui ne sont contrebalancées par rien. Solidement appuyée sur son archevêché, son corps d'armée, sa fabrique de canons et son Rotary club, cette bourgeoisie entretient avec Gabriel Monnet, directeur de la comédie de Bourges chargée d'« animer » la Maison de la culture, des rapports difficiles. Sans doute abriter la première de ces maisons des Arts, « réussite unique au monde » au dire du maire de Bourges et d'André Malraux flatte l'orgueil des notables. Comment oublier une inauguration pour laquelle le chef de l'Etat leur est descendu du ciel ?

Mais Gabriel Monnet est ce qu'on appelle en jargon de théâtre une nature, ce qui signifie qu'en lui le tempérament commande. Or ce tempérament, intempestivement généreux, le rend sensible à ces mouvements par lesquels le monde dans lequel nous vivons tente de changer. Longtemps avant Mai, Monnet, un des rares directeurs de Maison de la Culture qui faisaient leur place aux initiatives locales de quel que prix, trouvait dans cet accueil élargi l'occasion d'ouvrir aussi ses salles à des débats sur les problèmes de l'heure. Mais, laisser dénoncer dans ces lieux officiels le scandale qu'est par exemple la fabrication des armes atomiques, n'était-ce pas attenter déjà à l'article 2 des statuts : « En aucun cas la Maison de la Culture ne pourra prendre de position politique ou confessionnelle » ? En proposant *Racines* de Wesker dont le langage cru a scandalisé même des ouvriers, ou en accueillant « *Cérémonie pour un Noir assassiné* » d'Arrabal joué par une troupe espagnole venue en France à l'occasion du Festival universitaire de Nancy, Monnet parvenait à faire contre lui l'unanimité des bien-pensants qu'ils soient de gauche ou de droite.

Pourtant, en Mai, l'hypocrisie de

la bourgeoisie a essayé de le récupérer. Mêlés aux injures, des appels sont venus vers lui pour qu'il fasse semblant de ne pas savoir ce qui se passait dans sa propre maison très vite en grève, très vite transformée par toute l'équipe d'animation en tribune libre. Et c'est l'honneur de Monnet d'avoir revendiqué immédiatement et hautement sa responsabilité pleine et entière. Qu'il s'agisse de rencontres avec les étudiants de Nanterre ou du rassemblement des Ecoles des Beaux Arts venues confronter leurs travaux, Monnet non seulement couvrait tout mais apportait à tout ce qui se faisait chez lui sa participation effective.

Dès ce moment la bourgeoisie a préparé ces coups fourrés. Elle a attendu la dispersion des vacances et le séjour dans une clinique de Montpellier que son état de santé imposait à Monnet, pour faire admettre par le maire que les « circonstances » ayant changé, « les structures de l'action culturelle » devaient changer elles aussi. Dès juillet, par un préavis, la ville de Bourges affirmait son intention de dénoncer le contrat qui la liait à la Maison de la Culture. Est-ce pour seulement le modifier ? Des « Sages » réunis en commission, doivent dire bientôt si Monnet et son équipe, priés de continuer leur travail d'animation jusqu'au 31 décembre, ou, en cas de décision trop tardive, jusqu'au 30 avril pourront le faire ensuite de façon durable.

Ceux-ci patientent et jouent Vitrac, Vitrac mort en 1952 mais qui aura attendu ce dernier printemps pour, les entraînant, être jeune enfin avec les autres. Et le *Victor* (1) qu'ils proposent, image du monde bourgeois qui ne peut se voir vivre dans le regard d'un enfant sans mourir de honte, est la gifle la plus prestement, la plus spirituellement assénée à tout ce qui stagne, à tout ce qui s'enferme à vie dans une règle du jeu qui n'est la garantie d'aucune valeur véritable mais celle seulement de l'intérêt, la mise à l'abri du patrimoine des familles contre les hasards du sentiment.

Guy Lauzin met en scène cette société selon Vitrac dans l'époque qui est la sienne — la « Belle Epoque » — mais en écartant d'elle toutes grâces superfétatoires. Un cyclorama, couvert de visages dessinés (dû à William Underdown) entoure l'action dramatique d'une haie de voyeurs et la prolonge : l'adultère, tromperie qui ne trompe personne est ici l'échantillon de ce qui existe ailleurs à des milliers d'exemplaires comme est à répétition l'abandon des enfants dans leur confort bour-



Les enfants au pouvoir.

geois. « Grands pour leur âge » : 9 ans et 6 ans, les enfants sont des acteurs de 20 ans. Esther — Jacque Méhaud — est une petite fille pelotonnée, moulée aux courbes du cocon familial et qui ne comprend pas ce qui l'en extirpe. Quant à Philippe Clevenot, un excellent Victor, il montre en plus d'une présence scénique devant laquelle bien des portes s'ouvriront, ce que sa formation à l'école du C.D.E. lui a apporté : technique souple, sûreté de la voix à tous les niveaux du son, capacité de jouer non seulement la simple mimique du visage comme font tant de nos grands acteurs parisiens mais avec le corps entier. Autour d'eux la troupe dans l'excellent mouvement d'une liberté de jeu apparente, manifeste une violence de l'esprit et une joie à heurter les tabous — bénitiers et fanfares — que les « circonstances » évidemment excitent.

Cela n'exclut pas l'inquiétude. Un coup d'œil sur les Maisons de la Culture environnantes l'augmente. A Caen, à Thonon les municipalités ont récupéré des établissements financés jusqu'ici pour moitié par l'Etat sans que celui-ci élève autre chose qu'une protestation platonique. Les statuts des Maisons de la Culture permettent cette usurpation. Ici les représentants du gouvernement jouent le jeu de l'innocence : On évoque un ministère artiste faisant mal attention aux contrats qu'il prépare ! L'Etat du moins se porte au secours des animateurs évincés ! Qui trompera-t-il ainsi longtemps ? (2) Aux solutions dérisoires qu'il propose, il est grand temps de substituer une politique claire : ou l'Etat s'oppose impérativement à la mainmise des municipalités sur ce qui ne sera bientôt plus que les salles des fêtes

d'autant, ou, à travers la politique répressive des villes c'est sa propre politique — par municipalités interposées — qu'il nous donnera à lire. Actuellement les jeux se font à Bourges, jeux entre notables mais dans lesquels l'attachement d'une grande partie du public à l'équipe d'animation de la Maison de la Culture peut peser son poids. Nous le souhaitons. Le statu quo semble actuellement la seule solution qui permette à Gabriel Monnet de continuer, c'est-à-dire, en faisant du théâtre, d'agir, par là-même, hors du théâtre pour que cette société qui ne nous plaît pas devienne un monde où vivre. □

(1) *Victor ou Les Enfants au Pouvoir*. Théâtre Jacques Cœur Bourges. Cette pièce sera présentée par la Maison de la Culture de Bourges au Théâtre de Saint-Maur (Hôtel de Ville de Saint-Maur) du 27 novembre au 1<sup>er</sup> décembre en matinée.

(2) Jo Tréhard, éjecté de la Maison de la Culture de Caen a été promu directeur d'un Centre dramatique qui n'a ni lieu de jeu ni équipe d'animation.

## A voir

L'Affaire Thomas Crown, de Norman Jewison.

Plus d'excuses pour les défenseurs de « Dans la chaleur de la nuit », ce Siméon faussement audacieux où l'antiracisme racoleur d'un niveau à peine plus élevé que celui de « Devine qui vient dîner » n'était en fait qu'un alibi commercial. A l'extrême rigueur, de par l'ambiguïté où Jewison se situait, on pouvait leur accorder le bénéfice du doute. Ici on voit clair. Les plus grosses ficelles, l'artillerie lourde du pathos sentimental et d'une moralité made in U.S.A. triomphent sur toute la ligne. Steve Mc Queen en affairiste-gangster cabotine à plaisir. Et Faye Dunaway, sortie des griffes de Penn, en arrive à nous faire oublier son talent de « Bonnie and Clyde ». Un naufrage.



## Entretien avec Terzieff

## Le théâtre de Murray Schisgal

Pour la Maison Blanche, les intellectuels américains sont aussi irritants que le vietcong.

C'est du moins ce qu'affirme l'un d'eux, l'essayiste Harold Rosenberg, dans la Partisan Review. « Si seulement, ironise-t-il, ils pouvaient se montrer à visage découvert et combattre comme des hommes pour en finir une fois pour toutes ! »

Murray Schisgal est-il un de ces intellectuels qui ne jouent pas franc jeu avec le pouvoir ? C'est ce dont je vais m'entretenir avec Laurent Terzieff qui propose au public deux nouvelles pièces de Schisgal *Fragment* et *Les Chinois* (1).

— Vous êtes un récidiviste (2) Qu'est-ce qui vous plaît si fort dans cet auteur ?

— Je suis très vulnérable à son écriture dramatique. C'est l'un des écrivains les plus vivants que je connais, les plus capables de transmettre la vitalité des personnages dans le monde où nous vivons. Il n'y a pas chez lui de postulat littéraire ou réflexif : il montre des personnages. Il les fait vivre. »

Ces personnages ont pour nous le visage de Terzieff et de Pascale de Boysson qui ont toujours été leurs interprètes parisiens, encadrés par quelques comédiens capables comme eux d'imposer sur scène leur propre univers poétique (Marc Eyraud, en particulier dans le spectacle actuel). Cela renforce l'impression d'un lien entre les personnages des différentes œuvres. Terzieff n'hésite pas à parler d'une « famille Schisgalienne » : même enfance, lumineuse dans le souvenir ; même sentiment, ensuite, de piétiner, si éperonné soit-on par une société qui a fait du bonheur un impératif vital et de l'individu survolté tendu vers la réussite son représentant officiel.

— Est-ce que vous croyez aussi à l'importance de ce théâtre comme arme, comme moyen de coster la société actuelle, et particulièrement la société américaine ?

Terzieff ôte ses lunettes, me regarde. Je sens qu'il n'aime pas les termes de ma question. Je sens aussi tout ce que mes moyens artisanaux me font perdre : je prends des notes accoudée à la table de maquillage de Pascale de Boysson. Lui se balance ou s'immobilise dans un petit fauteuil laqué blanc. Distance et nécessité d'écrire font que le jeu des lunettes cadrées noir et du regard bleu, allié à tant de naturel, de présence à ce que nous disons, m'échappe un peu. Mais ce que je perds, Pierre Colombert, avec son objectif, le rattrape. Depuis que nous parlons, changeant la disposition des lampes, il a préparé l'éclairage. Parfois, un appareil photographique passe le long de mon coude. Colombert est là et pas

là, glissé, feutré, un bruit mécanique soudain, et sinon, pas un souffle.

— Oh ! vous savez, les rapports du théâtre et de la vie, on en a déjà beaucoup discuté... »

Ce qui lui déplairait, c'est qu'on fasse de Schisgal un militant de quoi que ce soit. Il se méfie du théâtre qui apporte avec lui sa vérité et veut la faire partager aux autres. Par contre.

— Ce théâtre peut apporter beaucoup, dit-il, comme fonction ouverte, révélant dans notre existence ses aspects souterrains. Simplement Schisgal ne fait pas exprès, parce qu'il n'a pas de dialectique. Ce que je crois, c'est que plus le théâtre est personnalisé, plus il est représentatif de quelque chose. Schisgal ne veut pas décrire la société des U.S.A. pour l'accuser. Mais comme il est en plein dedans, il la fait voir.

Nous parlons de ce grand vide new-yorkais au-dessus duquel les personnages de Schisgal sont des épaves, de l'infantilisme d'une société racrochée à son enfance :

— Les Américains font tout pour l'enfant (l'enfant, le « père de l'homme » de nos psychanalistes — et ils adorent la psychanalyse). L'enfance est la seule période qu'ils vivent collectivement, dans des établissements où ils ont toute liberté de parler, de s'organiser, et où les rapports émotionnels s'extériorisent. Ajoutez que le mythe du cow-boy, du super homme les suit tout au long de l'enfance ; puis ils sont coincés par la vie »

C'est le thème de *Fragments*, où l'évocation lyrique de ce temps reculé est le seul terrain d'entente entre trois hommes qui n'en sont peut-être qu'un.

Mais on ne peut pas regarder fonctionner la vie à l'américaine comme un monde étranger :

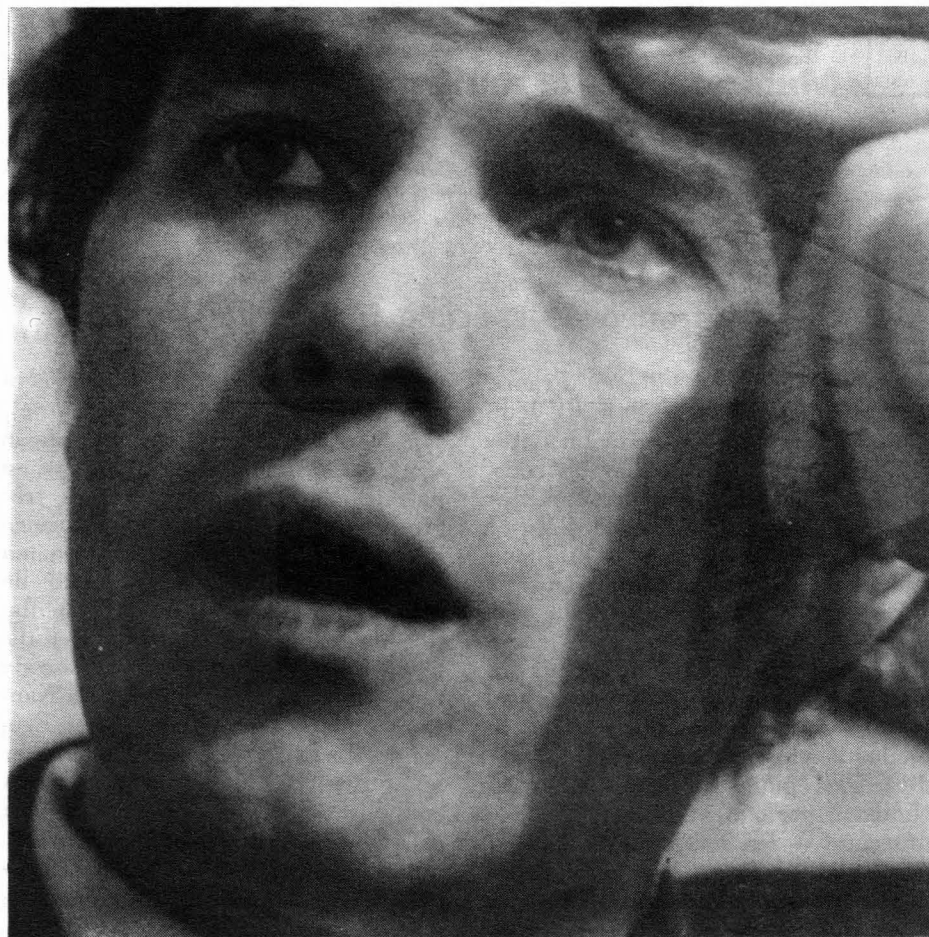
— Nous avons un pied dedans, vous savez. Nous courons le risque qu'elle soit bientôt tout à fait la nôtre. »

Pour Terzieff ce n'est pourtant pas ici, l'essentiel. L'essentiel c'est la vie des personnages qu'on pourrait analyser « presque mathématiquement »

— Ils éprouvent un profond malaise à n'être rien. Ils tentent de s'affirmer et choisissent en fonction de leur tempérament une image d'eux qu'ils poussent en avant : Je suis le désespéré, le moribond, le laborieux. Tout cela pour obliger l'autre à s'intéresser à eux, pour être le plus fort. Mais ils ne peuvent pas affirmer sans, quelques phrases après, se dédire. C'est pourquoi ils sont des individus dérisoires. Il n'y a pas que l'humour

(1) Théâtre du Vieux Colombier, 21, rue du Vieux Colombier, 6° 548-57-87.

(2) Terzieff a adapté et créé toutes les pièces de Schisgal jouées en France.



Il a découvert l'Amérique

qui les sauve. L'humour c'est ce que Schisgal doit à sa situation de juif new-yorkais : l'humour new-yorkais est juif.

Et puis, ce qui est très important, c'est la tendresse que Schisgal a pour ses personnages. Ainsi le particularisme racial le frappe. Comment se fait-il que dans l'énorme brassage de la société américaine les groupes raciaux résistent si fort ? »

— Il y a dans *Les Chinois* des mots terribles. Le fils, qui voudrait être un

juif américain et ne reconnaît pas dans le blanchisseur chinois et sa femme ses parents « biologiques », dit à sa fiancée : Traite-les comme des êtres humains ! »

— Oui, mais aussi de l'étonnement, de la tendresse. Je pense que d'une manière quelconque Schisgal descend de Chaplin. »

C'est ce même alliage de tendresse et de cruauté. Ce regard qui fait voir.

(Recueilli par Dominique NORES.)

## Cinéma made in U.S.A.

Jean-Luc Pouillande

A l'heure des confrontations électorales, il est plus que jamais évident que l'Amérique se reflète complaisamment dans ses films, qu'elle y projette sa bonne ou mauvaise conscience pour se rassurer et s'édifier un confort moral de bon aloi. Il suffit de jeter un coup d'œil sur l'actuelle production américaine, telle que les distributeurs tentent de l'assener à un public français conditionné, pour mesurer le degré de lâcheté, d'hypocrisie, d'infantilisme politique où se meut un cinéma américain qui non seulement a perdu ses vertus d'antan mais se regarde et se délecte avec attendrissement dans le miroir de sa propre aliénation. La grande machine à rêves d'Hollywood tourne à vide : elle ne fonctionne même plus à ce niveau élémentaire. Qu'il s'agisse de « *Devine qui vient dîner* » ou de « *Dans*

la chaleur de la nuit » dont l'anti-racisme (bien timide) n'était qu'un prétexte commercial, qu'il s'agisse du « *Lauréat* », comédie boulevardière aux clins d'œil racoleurs, ou du récent « *Détective* » où Gordon Douglas, par ailleurs excellent tacheur, fait naïvement de Sinatra un incorruptible au grand cœur auquel personne ne croit une seule seconde, le cinéma made in USA n'est plus qu'un produit de consommation, qu'un énorme gadget surgelé à consommer dans les 24 heures. Du cinéma-bouffe. Fade et insipide.

Oui, mais certaines digestions sont parfois difficiles. Il y a — que voulez-vous — des choses qu'on ne peut avaler ou du moins qui ne passent pas aussi aisément que les sucreries. Barry Shear a réalisé un film qui s'appelle « *Les troupes de la colère* » (« *Wild in the streets* ») et



qu'on peut voir en ce moment à Paris. C'est une fable en forme de farce. Sous la conduite d'un chanteur pop, les jeunes prennent le pouvoir aux USA, parquent les vieux (les plus de 30 ans) dans des camps de concentration et les neutralisent en les faisant biberonner du LSD. Ce n'est évidemment pas très sérieux et de plus assez outrageusement démagogue. Il est simplement intéressant de noter que ce film mal fagotté, à l'humour éléphantique, parvient presque involontairement à véhiculer quelques saines idées sur le rôle des jeunes et leur exploitation par les politiciens.

Mais le sang neuf du cinéma américain est ailleurs. Il se trouve chez un certain nombre de jeunes cinéastes qui, en artisans, œuvrent en dehors du système, en marge d'une société qu'ils condamnent mais dont aussi ils se sentent les complices. Il faudrait pouvoir parler longuement d'Andy Warhol et du cinéma souterrain, de Shirley Clarke (« *The Connection* ») (1). En fait, nous nous arrêtons sur deux films qui exorcisent les compromissions de l'idéologie bourgeoise.

D'abord, « *En marge* » (« *The Edge* ») de Robert Kramer qui décrit les incertitudes et les indéterminations d'une communauté d'intellectuels new-yorkais. Ce n'est pas tant l'« histoire » proprement dite, telle que pourrait la laisser supposer un abusif sous-titre français (« L'homme qui voulait tuer le Président »), qui intéresse Kramer. Mais plutôt la description clinique du climat où baigne la gauche américaine, où chacun, s'inventant d'éternels substituts à l'action pour se retrancher dans la chaleur rassurante de cette cellule humaine qu'est le groupe, ira jusqu'au bout de lui-même, c'est-à-dire jusqu'à une certaine forme d'isolement masochiste. Un jour, Dan décide de tuer le Président. Son échec et son suicide conduiront à la dispersion du groupe. Kramer se refuse de donner le pas à l'aspect anecdotique ainsi qu'au thème, plus intellectuel, de la fascination de l'action directe (terroriste). La détermination de Dan, qui n'est qu'une façon de s'inventer son propre personnage, agit comme un révélateur, chacun de ses camarades se sentant qui solidaire qui étranger par rapport à la

décision prise. S'il existe un modèle à ce film, c'est, d'après Kramer lui-même, du côté de « *Paris nous appartient* » de Jacques Rivette, qu'il faut le chercher. On y retrouve la même errance et le même sentiment de frustration qui habite les personnages. Et surtout une identique soif des paroles, de discussions et de verbalisme politique. « *En marge* » est évidemment un film narcissique (comme l'est, dans un autre registre, cet autre modèle du film politique : « *Prima della rivoluzione* »), mais ce narcissisme élémentaire est ici démystificateur non seulement parce qu'il est aux antipodes du certificat d'auto-satisfaction, mais parce qu'il se mue en constat d'accusation d'une société qui a produit ces hommes à la dérive, « en marge », et qui sont pourtant sa plus claire conscience.

« *Faces* » de John Cassavetes décrit un identique vertige, mais cette fois au niveau de l'américain moyen, du bourgeois qui, installé dans l'américain way of life, entend bien en profiter au maximum et en jouir jusqu'à l'écoeurement. La caméra 16 mm de Cassavetes scrute les visages jusqu'aux grimaces (2) et aux rictus de la nausée. « *Faces* » peut être considéré comme une sorte de saoulerie collective où, pendant une nuit, les personnages s'inventent à force d'hystérie un portrait complaisant jusqu'à l'instant où le miroir se brise, où le reflet s'évanouit et où il ne reste plus que des êtres tragiquement déchirés, acculés à des actes négatifs (un divorce, une tentative de suicide). Tourné en trois ans, le film épouse la durée de la vie où le vide des silences alterne avec les crises d'exaltation. Film fébrile, « *Faces* » est en même temps un film opaque. Non plus seulement un reflet révélateur (propre à déclencher une prise de conscience salutaire) mais une espièce de machine infernale qui jette à la face du spectateur son propre vide. Atroce et insoutenable. Mais aussi d'une effrayante beauté. Du cinéma terroriste (3).

Le jeune cinéma américain, dont nous n'avons arbitrairement dégagé que deux lignes de forces, ne se contente pas de se détacher de la société capitaliste pour l'accuser de l'extérieur. La lutte menée à travers cette forme esthétique qu'est le cinéma est directement politique : elle est un refus global non seulement des formes répressives de la société américaine mais du système capitaliste et impérialiste dans son entier. Désormais, le cinéma américain — non plus celui de la consommation, mais celui, terroriste, du vertige et du coup de poing dans l'estomac — est marginal. Et, paradoxalement, c'est parce qu'il est en retrait que les coups portés sont d'autant plus violents. □

(1) Lire le n° 205 (octobre 68) des Cahiers du Cinéma.

(2) En anglais « *FACES* » signifie « *VISAGES* » mais aussi « *GRIMACES* ».

(3) « *THE EDGE* » est sorti en juin à Paris et n'a eu qu'un succès d'estime. A cette date, il ne semble pas qu'il soit distribué en province. « *FACES* » a été présenté au dernier Festival de Venise.

## Le sépulcre vide

Rémy Grillault

Faut-il, à la suite de la critique commerciale, emboucher les trompettes de la renommée et tresser des couronnes de laurier à la gloire de ce monument de vaine splendeur qui a nom *Roméo et Juliette* ? Le mieux serait d'ignorer le film de Franco Zeffirelli — qui, décidément, après *La Mégère Apprivoisée*, exploite avec assiduité le filon shakespearien —, si nous ne décelions l'emploi d'un procédé falsificateur aussi grossier qu'évident. Tellement évident qu'on oublie de le mettre au clair. Tellement aliénant qu'on refuse d'ouvrir les yeux pour s'assoupir doucement dans le ronronnement d'un cinéma de distraction.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. On voit ici fonctionner à l'état pur le mécanisme doublement répressif et récupérateur que la société de consommation applique sur les formes culturelles pour les rendre assimilables, c'est-à-dire aseptisées et mortes. En un premier temps, le lyrisme brutal et forcené de Shakespeare est réduit à une petite poésie fade et mièvre qui tente d'animer une situation dramatique stéréotypée qu'on qualifie d'éternelle pour mieux la figer. Se situant hors du temps, dans la pseudo éternité de la légende, Zeffirelli réalise un mélodrame là où l'on était en droit d'attendre un cri passionné. Se gardant bien de dégrader la signification socio-politique des luttes patriociennes (Montaigu et Capulet), il supplée au manque d'armature historique et à l'absence de lyrisme par des décors tape à l'œil et des mouvements de caméra virevoltants totalement gratuits. A ce mécanisme répressif par castration s'ajoute un mécanisme récupérateur par intégration. Car Zef-

firelli voit en *Roméo et Juliette* une préfiguration des affrontements modernes entre bandes de jeunes et des conflits actuels de générations. Ce lieu commun le met dans une situation fautive ; car, soit il tombe dans l'anachronisme (et Mercutio a un côté hippie nettement prononcé), soit il refait *West Side Story*, ce qui est parfaitement inutile. Mais cette ambiguïté lui permet d'assimiler un public de jeunes plus rétif qui complètera la masse des spectateurs sensibilisés par l'aspect traditionnel.

La meilleure façon d'être fidèle à Shakespeare, c'est évidemment de le trahir. Songeons au Welles d'*Othello* et de *Macbeth* ! La platitude des parti-pris théâtraux retentit ici au niveau des acteurs. Le jeu de Roméo et de Juliette, dont la jeunesse fait se pâmer les bonnes dames à l'heure du thé, est inacceptable dans la mesure où il prétend être une invention de l'amour à travers une gaucherie émouvante : en fait, ils ne sont pas gauches mais jouent la gaucherie. D'où un décalage perpétuel et des baisses de ton. On souhaiterait une certaine frénésie baroque que seul le personnage de Mercutio (John Mc Eney), à travers d'inquiétants éclairs, laisse entrevoir.

Il est inutile de se placer du point de vue du théâtre filmé mais, par contre, il faut prendre ce « film » pour ce qu'il est, à savoir un fait de société. Au moment des Fêtes (comme on dit), pour oublier les lourdeurs de la dinde, le troupeau des nostalgiques de la télé, tentera de s'émouvoir des amours contrariées des amants de Vérone, sans s'apercevoir que du sépulcre en stuc que Zeffirelli leur a dressé, l'ombre de Roméo et de Juliette est absente. □

## □ A lire

Pour comprendre mai :

● « Comités d'action lycéens » : « Les lycéens gardent la parole ». *Le Seuil*, coll. Politique, 190 pages.

Les revendications des lycéens sont ici classées, exposées et commentées. Un outil de travail qui fera référence.

● *Herbert Marcuse* : « La fin de l'utopie ». *Seuil*, coll. Combats, 140 pages.

Ce livre regroupe plusieurs « tables rondes » organisées entre H. Marcuse et le comité des étudiants de l'Université libre de Berlin-Ouest (où l'on retrouve notamment Rudi Dutschke, Richard Löwenthal, etc.). Se lit avec plus de facilité que les essais de Marcuse.

● « *Esprit* » d'octobre 1968, n° 10 : avec en particulier une série d'articles sur le « partage du savoir ». 7 francs.

Sur le tiers monde :

● *Henri de la Vega et Raphaël Sorin* : « Citations de Fidel Castro ». *Le Seuil*, coll. Politique, 191 pages.

Une sorte de petit livre rouge du Cubain. Un choix astucieusement motivé de discours et d'interventions. Plus qu'utile pour la formation des militants.

● *Jacques Derogy et Edouard Saab* : « Les deux exodes ». *Denoël*, 286 pages, 19 francs.

Deux journalistes plaident pour leur pa-

roisse : pour l'un, le premier, c'est la synagogue et pour l'autre, la mosquée. Si l'on est sérieux on trouvera dans ce livre deux dossiers bien conçus et documentés en faveur des thèses israéliennes et des thèses arabes. Quelle que soit la conclusion, la confrontation est toujours tonique !

● *Ania Francos* : « Les Palestiniens ». *Julliard*, 313 pages, 20,70 francs. Poursuivant son tour du monde du tiers monde, l'auteur nous donne les Palestiniens après Cuba et l'Afrique du Sud. Il n'est pas inintéressant de savoir que l'auteur est juive et qu'elle est sans doute l'une des rares à connaître les Palestiniens, les vrais, pas ceux des capitales arabes mais ceux qui souffrent dans les camps et rêvent de justice, en combattant ou en espérant. Dououreux, mais indispensable.

● *Les lecteurs qui seraient intéressés par les livres mentionnés ou analysés dans nos rubriques, peuvent se les procurer à la librairie de « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi, Paris 15°. C.C.P. 58-26-65 Paris.*

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04  
Permanent de 14 h. à 24 h.

**Lola Montès**

## BULLETIN D'ADHESION AU P.S.U.

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE  
DU P.S.U. :

81, RUE MADEMOISELLE,  
PARIS-15°



## Communiqué de Moscou

# Le P.C.F. s'aligne sur Brejnev

Christian Guerche

« De toute manière la vie impose aux communistes français, à la classe ouvrière et au peuple de France, des responsabilités qu'il ne nous est pas possible de négliger ou de différer en laissant la discussion sur les événements de Tchécoslovaquie accaparer tout notre temps... » « Les conséquences négatives des événements de Tchécoslovaquie nous confirment dans l'appréciation que nous en avons donnée et qui demeure. Mais ils porteraient un préjudice plus grave à notre cause si, d'aventure, ils nous détournaient tant soit peu de nos tâches impérieuses. »

Ces deux phrases extraites de l'éditorial d'Etienne Fajon dans « L'Humanité » du 12 novembre, explicitent clairement la position du P.C.F., désormais. Il s'agit de mettre entre parenthèses le problème tchécoslovaque, et de faire comme si rien ne s'était passé. Dès lors l'accent est de nouveau mis sur la solidarité entre les communistes français et soviétiques. Brejnev reconduit Waldeck Rochet à l'aéroport de Moscou, et Valerian Zorine, ambassadeur d'U.R.S.S. à Paris, l'accueille à Orly.

Jeannette Thorez-Vermersch, doit regretter son impatience, et Roger Garaudy et Louis Aragon s'interrogent peut-être sur la suite qu'ils peuvent donner à quelques phrases pertinentes, voire admirables sur la tragédie tchèque. Il est vrai qu'à Prague, la situation pourrait rapidement. Prise entre l'enclume et le marteau, l'équipe Dubcek, essaye de maintenir désespérément quelques-unes des conquêtes de janvier. Dans l'ombre les Bilak et les Indra, soutenus par les forces soviétiques travaillent et font preuve d'une activité qui n'a rien de désordonnée. C'est probablement ce que le P.C.F. considère comme une « normalisation » sur la base du marxisme-léninisme. C'est en tous cas ce qu'il déclare avec le P.C. de l'U.R.S.S., après avoir échangé « des points de vue respectifs » sur les événements de Tchécoslovaquie.

Les choses sont ainsi nettes. En acceptant de mettre de côté l'affaire tchécoslovaque, le P.C.F. vient d'apporter ouvertement son appui à l'équipe Brejnev. En continuant de présenter le diktat imposé à Moscou aux dirigeants tchécoslovaques comme des « accords » librement consentis par les deux parties, le P.C.F. couvre toutes les tentatives se déroulant actuellement à Prague.

pour imposer une direction stalinienne aux communistes tchécoslovaques et revenir au régime d'avant janvier 1968.

L'histoire retiendra que le P.C.F. aura été de nouveau le premier parti communiste d'Europe Occidentale, à se soumettre à la volonté des bureaucrates du Kremlin.

Bien entendu, les dirigeants communistes français vont déployer toutes les ressources de leur dialectique pour démontrer qu'il n'en est rien. Le communiqué du 5 novembre a cependant rendu leur marge de manœuvre étroite, et il faudra bien que les communistes français qui continuent de condamner sincèrement l'intervention soviétique, et pour qui la solidarité avec les communistes tchèques n'est pas un vain mot, se posent et posent les questions nécessaires.

### Un communiqué d'alignement

En effet, le texte du communiqué commun aux P.C.F. et P.C.U.S., constitue non seulement un alignement complet sur toutes les thèses de la politique étrangère soviétique, mais signifie également que le P.C.F. est décidé à faciliter les choses à la direction soviétique sur le plan du mouvement communiste mondial.

Comment interpréter autrement le passage concernant la conférence des partis communistes. Depuis des mois le P.C.U.S. essaie d'obtenir la convocation d'une conférence mondiale destinée à imposer sa ligne au mouvement communiste international. A chacune des conférences préparatoires on a vu se produire un éclat. Le dernier en date étant celui des communistes roumains qui ont quitté la conférence de Budapest, estimant tout dialogue vrai et indépendant impossible.

A la suite des événements de Tchécoslovaquie — c'était un test — les communistes français ont demandé le report de la conférence. Aujourd'hui ils se déclarent satisfaits de l'état des travaux préparatoires et estiment que celle-ci doit se tenir dans un avenir proche. Mieux, ils confirment leur volonté de poursuivre activement leurs efforts en vue de créer les conditions favorables au succès de cette conférence.

On peut s'interroger sur les raisons de ce changement. Mettre en avant des arguments bienveillants. Mais ce qu'il est impossible de dire, comme le fait Etienne Fajon, c'est d'affirmer qu'il n'y a eu aucun changement.

En vérité, depuis sa condamnation de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, le 21 août dernier, l'embarras du parti communiste français ne cesse de croître. En refusant de tirer les conséquences de cette intervention, tout en s'interdisant d'en rechercher les causes véritables, le P.C.F. s'enferme lui-même dans un tissu de contradictions.

### Des mythes entretenus

Il ne pouvait en être autrement. Le parti communiste français n'a jamais voulu tirer les conséquences de la destalinisation. Il a espéré pouvoir effectuer un tournant, sans mettre en cause le modèle soviétique. Mieux : il a continué de l'exalter, sans rendre compte de la dégénérescence de tout un système, qui interdit aujourd'hui à ceux qui en sont les porteparole de continuer à se réclamer de la révolution d'Octobre.

Tout au plus, il a recherché des ouvertures en France dans l'espoir vain de se délier de la conception soviétique, sans jamais la mettre en cause. Il s'en est suivi un véritable naufrage idéologique.

Ballotté entre mille exigences, toutes contradictoires, il s'est borné à pratiquer une politique du coup par coup, qu'il essayait de théoriser en la nommant « voie française vers le socialisme », mais dans laquelle tous les marxistes de ce pays étaient incapables de trouver une direction, ni même un axe de recherche.

Les événements de Tchécoslovaquie, après ceux de mai en France, sont venus démontrer à quel point la machine tournait à vide, incapable de reconnaître à chacun des moments décisifs les forces qui portaient en elles les valeurs nouvelles, qui s'acheminaient vers les changements décisifs, vers le socialisme.

Empêtré dans une analyse qui ne tient compte d'aucune des mutations qui se produisent dans les sociétés capitalistes, comme dans les sociétés socialistes, le parti communiste français se borne à répéter inlassablement des slogans qui eurent leur efficacité il y a trente ans. On cherche en vain dans ses déclarations, quelque chose qui ressemble à une réponse aux problèmes de notre temps.

Et cela ne nous réjouit pas. Car nous savons mieux que d'autres, à quel point, les militants communistes sont nécessaires à la gauche française. Car il est plus que jamais indispensable que le courant socialiste de ce pays sorte de la confusion dans laquelle il a été plongé par le jeu complémentaire de la social-démocratie et des communistes français.

### Le défi de Gomulka

Cela paraît d'autant plus nécessaire que le secrétaire du parti ouvrier unifié polonais, Wladyslaw Gomulka ayant définitivement oublié l'Octobre polonais de 1956, vient de préciser la conception que les cinq du pacte de Varsovie se font de la solidarité du mouvement ouvrier international. Parlant des réserves que les partis communistes occidentaux avaient pu émettre sur l'intervention en Tchécoslovaquie, Gomulka a déclaré : « Les partis occidentaux peuvent avoir des tactiques et des stratégies particulières : ils ne peuvent pas pour autant exiger des partis frères au pouvoir et qui ont la responsabilité du développement et de la puissance de leur pays et de l'ensemble du système socialiste, qu'ils adaptent leur ligne politique à celle des partis des pays occidentaux. Ce n'est ni possible ni juste... » et plus loin « L'attitude de chaque parti communiste envers l'U.R.S.S. et les autres Etats socialistes doit être définie par la lutte actuelle des deux systèmes et doit exprimer la compréhension internationale des exigences d'un tel combat. »

Cela veut dire en clair, que pour les dirigeants de Moscou ou de Varsovie, rien n'est changé. La politique du mouvement communiste mondial doit être soumise aux intérêts d'Etat des pays socialistes européens. Et les partis communistes de ces pays s'érigent en juges de la ligne de l'ensemble des partis communistes, et du mouvement ouvrier mondial.

Nous disons tranquillement non à cette conception des rapports au sein du mouvement ouvrier, et attendons avec intérêt la réponse des communistes français. □